

l'économie suisse 2013 / 2014

economiesuisse
Fédération des entreprises suisses
Carrefour de Rive 1
Case postale 3684
CH-1211 Genève 3

economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Hegibachstrasse 47
Postfach
CH-8032 Zürich

economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Spitalgasse 4
Postfach 304
CH-3000 Bern 7

economiesuisse
Federazione delle imprese svizzere
Corso Elvezia 16
Casella postale 5563
CH-6901 Lugano

economiesuisse
Swiss Business Federation
Avenue de Cortenbergh 168
B-1000 Bruxelles

www.economiesuisse.ch

L'économie suisse 2013/2014

	03	
L'économie suisse	03	Avant-propos
	04	Interview de Heinz Karrer
	08	Priorités stratégiques pour 2014
	10	Politique économique générale
	12	
Commissions	12	Commission Économie extérieure
	14	Commission de concurrence
	16	Commission de réglementation
	18	Commission Énergie et environnement
	20	Commission Finances et fiscalité
	22	Commission Formation et recherche
	24	Commission des infrastructures
	26	Communication et campagnes
	28	
À propos d'économiesuisse	28	À propos d'économiesuisse
	30	Membres
	34	Comité directeur
	35	Comité
	37	Commissions et groupes de travail
	38	Comité des directeurs
	39	Direction
	40	Sièges
	41	Contacts nationaux et internationaux
	42	Activités de juillet 2013 à juin 2014

2014 : Dialogue actif requis dans tous les domaines

La Suisse est un modèle de réussite. Le dire peut ressembler à un truisme, mais c'est un fait bien réel : dans un environnement mondialisé, notre pays et son économie affrontent brillamment la concurrence. Ces derniers mois, pourtant, nous avons pu constater une fois de plus que ce succès ne va pas de soi. Diverses menaces fondamentales ont posé des défis de taille à notre organisation et à nos membres. Nous avons dû, coup sur coup, mener campagne sur trois objets politiques constituant un risque sérieux pour la place économique suisse. Si les deux initiatives de la gauche, la 1:12 et l'initiative sur les salaires minimums, ont été rejetées par le peuple à de larges majorités, l'acceptation de justesse, le 9 février 2014, de l'initiative sur l'immigration de masse a infligé en revanche un cuisant revers aux représentants de l'économie.

Cette décision populaire du 9 février est un avertissement donné au monde économique et politique. Il doit prendre sérieusement en considération les problèmes de la population. economie-suisse a saisi le message et entend

s'impliquer activement dans l'élaboration de solutions qui satisfassent à la fois les besoins de la société et ceux de l'économie.

Pour que la Suisse demeure performante à long terme, economiesuisse a inscrit plusieurs sujets importants à l'agenda, en plus des activités liées à la politique européenne. Les pages suivantes vous présentent nos priorités de politique économique, les rouages de nos décisions et nos organes. economiesuisse, qui est la plus grande organisation faîtière de Suisse, a pour tâche délicate d'arbitrer entre les intérêts de diverses branches, entreprises et régions pour aboutir par consensus sur des positions communes. On ne parvient pas à ce résultat sans un dialogue ouvert et constructif. Les succès d'economiesuisse reposent donc sur le même principe que le système politique suisse.

Une économie ne fonctionne que si elle est suffisamment soutenue par la population. À l'inverse, la société a besoin d'une économie forte. Chacun, de son côté, est donc tenu d'assumer la coresponsabilité en

participant à la vie politique. economie-suisse prend, elle aussi, ses responsabilités au sérieux. Elle entend renforcer le dialogue entre l'économie et la société. Elle investit activement dans l'information et les échanges avec divers groupes d'interlocuteurs, pour que l'économie soit à nouveau considérée comme autre chose qu'un simple élément de la société, et réciproquement. Le monde de l'économie – des PME aux grandes sociétés – a besoin de parler d'une voix forte au monde politique comme au public, mais aussi d'être compris de ceux-ci et accepté. Voilà pourquoi economie-suisse se bat chaque jour.

Zurich, août 2014

Heinz Karrer
Président



Rudolf Minsch
Président de la direction a.i.



« Nous voulons regagner la confiance de la société »

Interview de Heinz Karrer, président d'economiesuisse, par Julia Fischhaber et Nicola Bieri, deux étudiants en dernière année de Bachelor en journalisme et communication institutionnelle à la ZHAW (haute école zurichoise pour les sciences appliquées) à Winterthur



M. Karrer, après quelques mois à la tête de l'organisation, vous avez, en parallèle, repris la présidence du Conseil d'administration de Kuoni et siégez depuis peu au Conseil de banque de la Banque nationale suisse. Vous ennuyez-vous déjà chez economiesuisse ?

Non, pas du tout ! Le président d'economiesuisse doit s'engager pour l'organisation et les membres qui la composent tout en restant solidement ancré dans l'économie. C'est également une question d'acceptation. Nous avons une directrice à 100 % qui dirige l'opérationnel. L'important, c'est que le président soit flexible. Avec des mandats de conseil d'administration, je peux être disponible très rapidement, y compris dans les situations imprévisibles.

Vous n'avez eu qu'une année pour vous faire une impression de vos collègues du Comité. Les capitaines de l'économie suisse se préoccupent-ils aussi du bien-être de la population, en plus du succès de leur entreprise ?

Avant de reprendre la présidence, je siégeais déjà au Comité et peux vous assurer que nous discutons activement de ces thèmes. Pour mener des campagnes politiques, une organisation faïtière comme la nôtre – de même que les membres du Comité – doit connaître les besoins et les craintes de la population et en tenir compte. Les membres de nos organes sont d'accord pour dire que nous devons intensifier le dialogue avec la population.

Inversement, la population suisse se montre actuellement peu sensible aux besoins de l'économie. Plusieurs initiatives menacent les conditions-cadre. La population est-elle devenue plus critique à l'égard de l'économie ?

De fait, nous constatons une perte de confiance vis-à-vis des institutions en général. Nous devons entamer une discussion sur le rôle que joue et que doit jouer l'économie dans la société. Les gens doivent à nouveau dire « notre économie », et non pas « l'économie ». Nous sommes tous des acteurs de l'économie, mais aussi de la société. L'une et l'autre sont étroitement liées.

L'économie porte cependant aussi une part de responsabilité dans cette évolution.

La situation actuelle a plusieurs causes. L'économie elle-même a certainement commis des erreurs dont nous devons tirer les enseignements. Mais nous ferions bien aussi de discuter des réalités économiques pour en améliorer la compréhension au sein de la population. La richesse de la Suisse n'est pas un cadeau tombé du ciel. Elle dépend, en particulier, du dynamisme de l'économie et de notre compétitivité.

Après l'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse, on a reproché à la Suisse une attitude antagonique. Nous nous battons pour attirer les multinationales, mais nous plaignons quand plus aucun de leurs employés ne détient le passeport rouge à croix blanche. Les Suisses souffriraient-ils de « schizophrénie » ?

Les Suisses ne sont en aucun cas « schizophrènes ». Je considère personnellement qu'il s'agit d'un réflexe très humain : d'accord pour le progrès et l'ouverture, à condition que cela ne modifie en rien les habitudes. Avec la mondialisation, le monde est devenu plus complexe. Cette évolution a un prix. Nous sommes contents d'avoir un smartphone et d'être connectés au monde entier. Mais le changement suscite aussi des craintes, car il touche un système de valeurs sensible et des traditions.

« L'économie a besoin du soutien de la société, raison pour laquelle nous nous engageons en faveur d'un dialogue plus intense à tous les niveaux. »

Des craintes qui se sont traduites par l'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse. Ce vote marquait-il un refus de la mondialisation ?

Je ne le crois pas, mais la peur de la croissance et de la perte de sa propre identité a sans nul doute joué un rôle. Face à l'immigration et à l'accélération de la croissance démographique, la population s'est posé des questions : qu'arriverait-il sur le marché du travail en cas de forte immigration ? Ou si un jour notre pays affichait complet ? Ces craintes ont sûrement occulté de nombreux autres enjeux, même si chacun de nous est très diversement touché.

Et vous-même, subissez-vous déjà le stress lié à la densité en Suisse ?

Non. Je me déplace le plus souvent avec les transports publics et suis convaincu de la qualité de nos infrastructures. Certes, il arrive que des bouchons se forment ou que les trains soient bondés. Voilà pourquoi l'offre est constamment réévaluée de manière à pouvoir l'améliorer. La question qui se pose aussi est de savoir s'il est possible de canaliser ces flux de véhicules et d'individus, en assouplissant les horaires de travail, par exemple. Ce qui est sûr, c'est que nous devons activement rechercher des solutions valables, y compris dans l'aménagement du territoire, si nous voulons relever les défis qui résultent de la croissance démographique.

Vous nous tendez une perche : l'assouplissement des modèles de travail et le bon équilibre entre le travail et la famille sont réclamés surtout par les représentants de la «génération Y». En demandent-ils trop ?

Je trouve juste que les jeunes disent ce qu'ils veulent pour leur avenir et qu'ils fixent des priorités. Leurs revendications sont compréhensibles. En ce qui me concerne, cet équilibre a toujours été très important. La famille et le sport sont pour moi des soutiens importants de ma vie professionnelle. Je suis convaincu qu'un bon équilibre entre les différents domaines de la vie est essentiel pour être motivé et s'investir à fond. Je suis donc d'avis que des modèles de travail flexibles, répondant aux besoins des employés et des employeurs, ont de l'avenir.

De tels modèles peuvent-ils apporter une réponse à l'évolution démographique durant les années à venir ? On nous prédit une pénurie de main-d'œuvre qualifiée...

Le défi qui s'annonce est effectivement grand, mais pour beaucoup encore trop peu concret. La pénurie de personnel qualifié arrivera beaucoup plus rapidement que nous ne le pensons. La question qui se pose est donc de savoir si nous y sommes préparés. Nous faisons face à trois impératifs. Premièrement, nous devons intégrer davantage de femmes sur le marché du travail. Deuxièmement, nous devrions davantage exploiter les atouts des seniors. Ils disposent d'une précieuse expérience qu'ils souhaitent souvent transmettre. Le potentiel des jeunes aussi peut être encore plus fortement exploité. Troisièmement enfin, malgré ces mesures internes, la Suisse devra pouvoir continuer à embaucher de la main-d'œuvre étrangère.

Depuis le 9 février, la possibilité d'embaucher de la main-d'œuvre étrangère est menacée. Et avec elle tous les accords bilatéraux. Certains demandent que nous nous prononcions à nouveau sur ces accords.

L'incertitude règne sur de nombreuses questions, il faut avancer pas à pas. Nous devons à présent nous efforcer de transposer l'article constitutionnel dans un sens qui respecte les intérêts de l'économie et qui rende possible une solution avec l'Union européenne. Une solution pragmatique qui soit aussi proche que possible de la libre circulation des personnes.

Comme une adhésion à l'UE ?

Une adhésion à l'UE est si éloignée de la réalité qu'elle ne représente pas une option. Dans nos relations avec l'UE, quatre voies sont possibles : l'adhésion à l'UE, l'adhésion à l'EEE, la voie bilatérale ou rien du tout. Je suis convaincu que la voie bilatérale est, à l'heure actuelle, la meilleure option pour notre

pays. Nous devrions dans tous les cas essayer de sauver les accords bilatéraux avec l'UE pour maintenir la croissance et la prospérité en Suisse, toutes deux garantes de notre succès. À l'inverse, l'UE profite aussi des accords.

Dans son nouveau «Code suisse», economiesuisse s'engage pour une représentation équilibrée des hommes et des femmes, y compris dans les conseils d'administration. Le Comité d'economiesuisse ne compte pourtant que trois femmes, contre 66 hommes. Et il n'y en a aucune au Comité directeur. La bonne parole que vous prêchez ne s'applique-t-elle pas à votre organisation ?

Des mesures s'imposent, j'en suis conscient. Pour ce qui est du Comité directeur, nous avons déjà approché différents organes où nous avons abordé le sujet. L'État devrait cependant se garder d'intervenir. Chaque établissement doit faire son travail. Dans le Code suisse, nous affirmons qu'une représentation équilibrée des hommes et des femmes est une nécessité. Dans nos effectifs, la part des femmes est considérable. Nous avons à présent une directrice, et nos bureaux de Genève et de Berne sont également dirigés par des femmes. À titre personnel, je suis convaincu que des équipes mixtes sont plus performantes.

Est-ce la raison pour laquelle Monika Rühl a été élue à la direction ?

La nomination de Monika Rühl montre bien que nous prenons cette question au sérieux. Au moment de nommer quelqu'un, nous devons faire plus attention à ce que des femmes figurent parmi les candidats présélectionnés. Cependant, la personnalité et les compétences restent déterminantes. Si l'on considère les dernières assemblées générales des entreprises cotées en Bourse, on voit que la part des femmes est en hausse. Ce mouvement gagnera en dynamisme au cours de ces prochaines années.

On dit que vous aimez communiquer. Vous réjouissez-vous de la nomination de Mme Rühl au poste de directrice, une personne encore peu connue du grand public, qui ne vous fera pas concurrence dans les médias ?

La priorité était de trouver une personnalité forte capable d'assumer la direction opérationnelle de l'organisation faîtière. Il était important que la personne choisie connaisse le monde et le contexte politique. Au Seco, notamment, Monika Rühl a traité des dossiers importants de politique économique extérieure, comme des accords de libre-échange ou des conventions de double imposition. Elle possède une vaste expérience qui nous sera utile. Pour ce qui est de la communication, nous nous entendrons sur qui doit dire quoi et quand.

« Afin de combattre la pénurie de main-d'œuvre spécialisée, nous devons prendre des mesures concrètes pour mieux exploiter le potentiel de la population suisse. Concrètement, les femmes, les seniors et les jeunes doivent être mieux intégrés dans le marché du travail. Cela dit, nous aurons tout de même besoin de main-d'œuvre étrangère. »



Mme Rühl s'oppose aux salaires excessifs des managers. Elle n'a ni voiture ni femme de ménage. N'est-elle pas un peu trop modeste pour une organisation économique ?

Il est bien d'avoir des collaborateurs modestes. Leur sens des réalités est un atout pour nous. C'est une qualité essentielle pour pouvoir intensifier le dialogue avec la population.

Projetons-nous dans l'avenir. Quel sera selon vous le plus grand défi que devra relever l'économie suisse ?

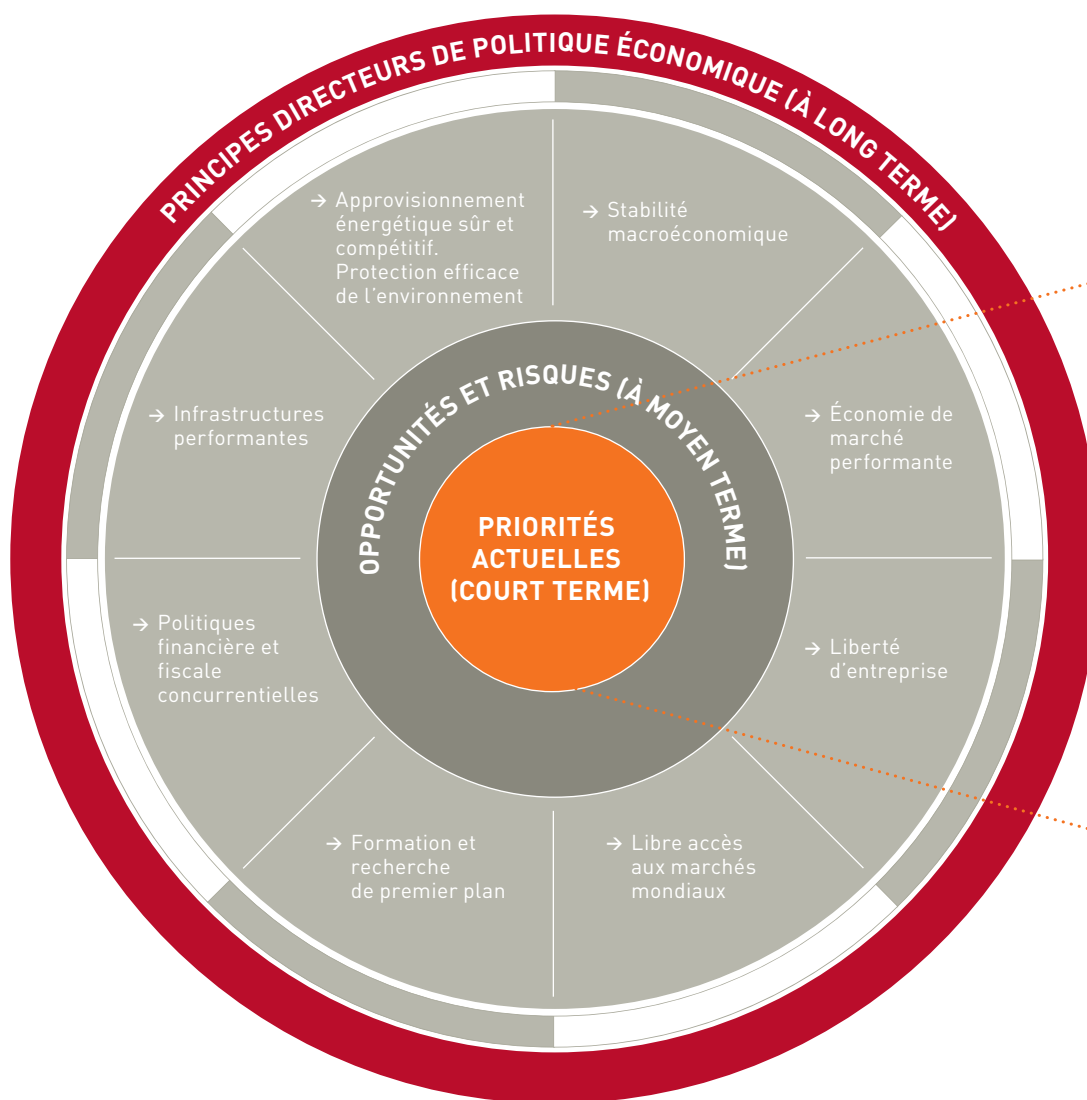
Regagner la confiance de la population. En effet, de grands défis nous attendent avec la réforme de l'imposition des entreprises III, l'initiative relative à l'impôt sur les successions et les questions dans les domaines de la politique européenne et de l'énergie. Dans les votations, on ne vote pas seulement en fonction de ce que l'on sait, mais aussi en fonction de ce que disent les gens en qui l'on croit. Il est de notre devoir de rétablir la confiance dans l'économie. L'économie doit à nouveau être perçue comme un partenaire fiable. La patience, la conviction, l'authenticité et l'envie de dialoguer sont essentielles.

Un objectif que vous aviez déjà énoncé au moment de votre entrée en fonction.

Parce qu'il est éminemment important. Le capital-confiance dont bénéficiaient de nombreuses institutions établies – dans les domaines politiques et économiques, mais aussi l'armée, l'église – est entamé. C'est une réalité. Je suis d'avis que les entrepreneurs – hommes et femmes – doivent renouer le dialogue avec la population et ne pas déléguer cette tâche importante aux organisations. C'est l'un de nos plus grands défis. Mais on ne rétablit pas la confiance en un ou deux ans. Je suis néanmoins persuadé que nous y parviendrons.

Une économie forte pour une Suisse forte

L'action d'économiesuisse se fonde sur une série de principes directeurs de politique économique. Tels une boussole, ils montrent la voie à suivre à long terme et servent aussi de repères en période de turbulences. C'est dans ce cadre que l'on procède à l'identification des risques et des opportunités à moyen terme, ainsi qu'à l'examen des priorités. Tout aussi importants, les thèmes relatifs au marché du travail sont traités par l'Union patronale suisse (UPS). Les deux organisations collaborent étroitement.



PRINCIPES DIRECTEURS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

STABILITÉ MACROÉCONOMIQUE

La stabilité et la croissance sont essentielles. Une politique monétaire indépendante garantit des prix stables. Des conditions-cadre définies pour le long terme améliorent la prévisibilité et la sécurité juridique. L'économie est consciente de sa responsabilité envers la société.

UNE ÉCONOMIE DE MARCHÉ PERFORMANTE

La concurrence fonctionne et l'échange des biens et services s'effectue en vertu du principe de l'économie de marché. La répartition des tâches entre l'État et l'économie est constamment réexaminée. La Suisse mise sur l'ouverture et renonce aux mesures protectionnistes.

LIBERTÉ D'ENTREPRISE

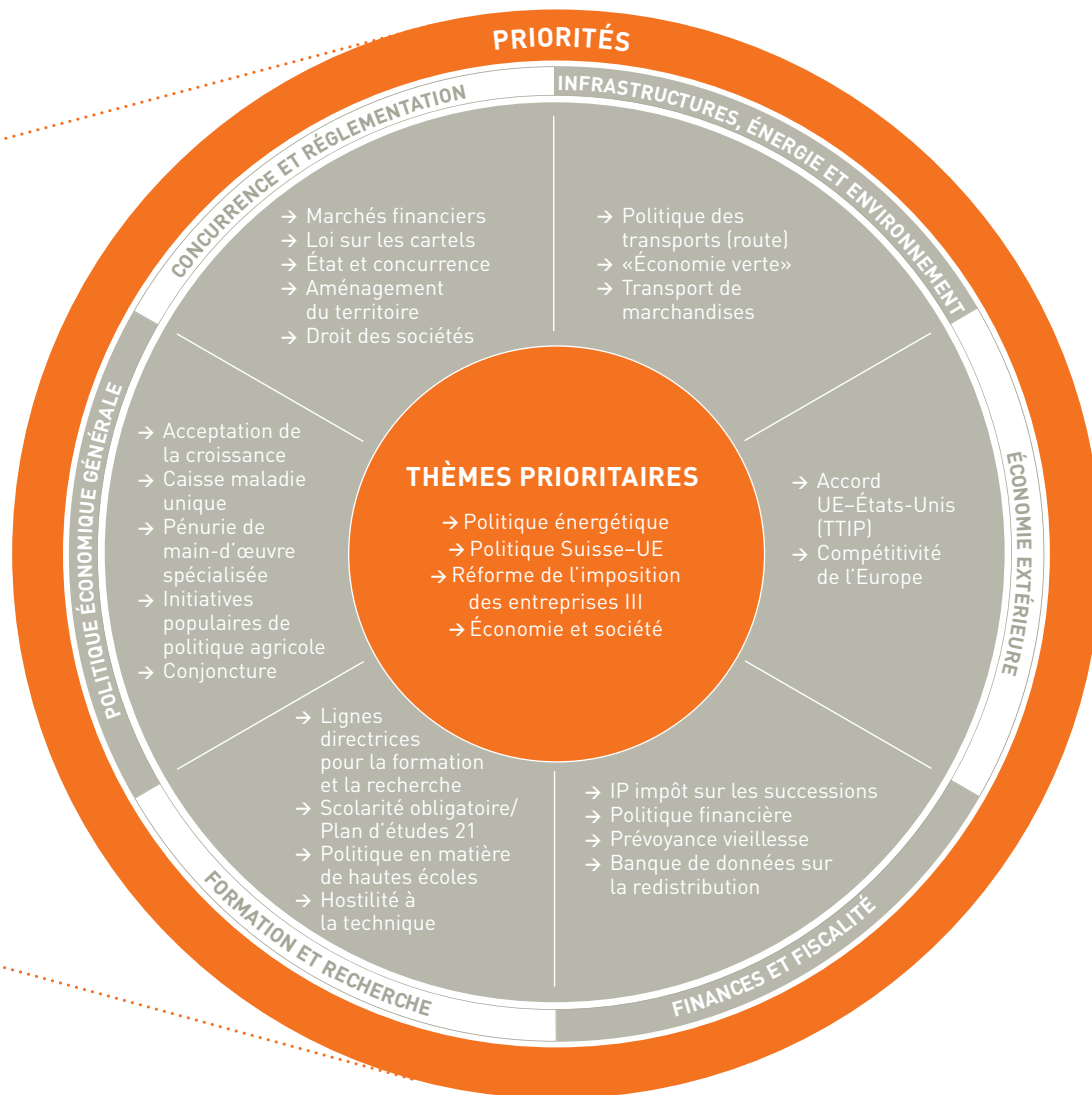
Préserver la liberté économique et la propriété est central. Dans un cadre juridique libéral, les forces du marché peuvent jouer librement. Les interventions destinées à réglementer sont efficaces et limitées au minimum. Leur impact fait également l'objet d'une évaluation.

LIBRE ACCÈS AUX MARCHÉS MONDIAUX

La Suisse consolide et développe sans relâche les relations régionales et bilatérales avec ses partenaires dans le monde entier. Elle entretient de bonnes relations avec l'étranger afin de garantir aux entreprises suisses un accès libre aux marchés.

Un large dialogue autour des priorités

Les priorités de politique économique de l'année déterminent les thèmes sur lesquels economiesuisse concentre ses efforts. Le processus de formation de l'opinion interne se déroule dans des commissions et groupes de travail largement représentatifs de l'organisation faîtière. Chaque membre a ainsi la possibilité d'exprimer ses préoccupations spécifiques. La position de l'économie dans son ensemble est finalement définie par le Comité et le Comité directeur d'economiesuisse, puis mise à l'épreuve du dialogue avec les milieux politiques et l'opinion publique.



LA SUISSE, PÔLE DE FORMATION ET DE RECHERCHE DE PREMIER PLAN

L'excellence de la formation et de la recherche sont les clés de l'innovation, de la prospérité et de la croissance à long terme. Le système de formation professionnelle helvétique repose sur une coopération fructueuse entre l'économie privée et les institutions publiques.

DES POLITIQUES FINANCIÈRE ET FISCALE CONCURRENTIELLES

Grâce à un système fiscal fédéraliste attrayant, caractérisé par un niveau d'imposition modéré, les entreprises jouissent en Suisse d'un cadre optimal pour leur développement. Les budgets publics, assurances sociales comprises, sont efficaces et les finances équilibrées.

DES INFRASTRUCTURES PERFORMANTES

Efficaces et performantes, les infrastructures garantissent le développement économique. Elles relèvent de la responsabilité conjointe de l'État et de l'économie et leur extension répond à la fois aux besoins de l'économie et à ceux de la population.

UN APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE SÛR ET COMPÉTITIF, DOUBLÉ D'UNE PROTECTION EFFICACE DE L'ENVIRONNEMENT

L'approvisionnement en énergie de la Suisse est suffisant, avantageux et sûr. L'économie affiche une efficacité énergétique élevée. La Suisse fait partie intégrante du marché de l'électricité européen. Les ressources sont exploitées avec parcimonie et les atteintes environnementales évitées.

Le moteur de l'économie est trop bruyant pour certains

La reprise économique de l'Europe donne aussi des ailes à la Suisse. Mais la recette de son succès est remise en question.

Le creux de la vague est passé

La crise financière et économique qui a durement secoué l'Europe ces dernières années n'est pas complètement surmontée. Cependant, depuis le printemps 2013, la zone euro enregistre trimestre après trimestre des taux de croissance stables bien que faibles et le pire semble être derrière nous. Si ce vent d'optimisme ne souffle pas encore sur toutes les économies européennes avec la même vigueur, les signaux positifs en matière d'investissement et de consommation se multiplient désormais aussi en dehors du cœur de l'UE. L'économie exportatrice suisse, toujours fortement orientée vers le marché européen, profite de façon significative de ce revirement positif. Les efforts consentis depuis 2011 pour s'adapter sans relâche aux difficiles conditions du marché imposées par la force du franc portent tout spécialement leurs fruits dans les industries électrique, plastique, textile et des machines, aujourd'hui parfaitement préparées pour la reprise. La hausse des exportations permet d'enregistrer à nouveau des marges bénéficiaires et de réinvestir.

La situation économique qui prévaut en dehors de l'Europe n'a pas fondamentalement changé par rapport à l'année dernière. De grands marchés, tels que la Chine, l'Inde, le Brésil et les États-Unis, sont parvenus à maintenir leur taux de croissance, tandis que la situation de la Russie, qui a dû composer avec les sanctions politiques et économiques imposées en réaction à la crise ukrainienne, est plus incertaine. Cela ne joue toutefois pas un grand rôle pour l'évolution globale des exportations suisses.

La hausse du pouvoir d'achat anime l'économie intérieure

Grâce à cette évolution économique favorable, les salaires nominaux versés en 2014 en Suisse ont augmenté de 1 % environ. Ce facteur, associé à des taux d'intérêt toujours bas et à un renchérissement pratiquement inexistant, a contribué à augmenter le pouvoir d'achat. Le tout bénéficie au marché intérieur suisse en 2014. L'afflux toujours important de main-d'œuvre qualifiée participe à l'augmentation de la demande, ce qui profite non seulement à la construction et au commerce de détail, mais également à de nombreuses branches du secteur des services. La bonne santé de l'économie influence aussi le marché du travail et le chômage, qui se situe juste au-dessus de 3 %, aura plutôt tendance à diminuer.

Parmi les branches exposées à des risques accrus figurent les prestataires de services financiers : ces derniers sont pénalisés par la guerre fiscale larvée avec les États-Unis et doivent s'adapter à la nouvelle norme de l'OCDE sur l'échange automatique d'informations, que la Suisse a maintenant adoptée.

Une grave menace qui vient de l'intérieur

Globalement excellente, la situation économique est assombrie par des décisions politiques appelées à affaiblir durablement la place économique suisse. Après l'acceptation de l'initiative « contre les rémunérations abusives » l'an dernier, l'initiative « contre l'immigration de masse » a, elle aussi, passé la rampe en février 2014. Cette

L'industrie exportatrice helvétique est portée par sa capacité à profiter de la croissance où qu'elle se déploie. Elle est en effet présente sur tous les marchés mondiaux importants et s'appuie sur une large diversité de branches.

dernière demande que la politique migratoire se base à nouveau sur un système de contingents, similaire à celui qui était en vigueur jusqu'en 2002, et entend limiter le regroupement familial, le droit aux prestations sociales, les autorisations de séjour de courte durée et le nombre de frontaliers. Compte tenu de la reprise économique en Europe, la main-d'œuvre qualifiée est à nouveau très demandée chez nos voisins, ce qui ne facilite pas la tâche de la Suisse pour couvrir ses besoins. Le nouveau texte constitutionnel donne en la matière un signal extrêmement défavorable.

Mais le risque principal de ce texte, c'est celui qui pèse sur les accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE. Si la Suisse ne peut plus garantir la libre circulation des personnes pour les citoyens de l'UE, cela pourrait entraîner la dénonciation d'accords importants pour elle et induire de graves retombées pour son économie. Nous n'en sommes certes pas encore là, mais l'incertitude relative aux conséquences concrètes de l'initiative constitue vraisemblablement déjà un frein à l'investissement.

La croissance sous le feu des critiques

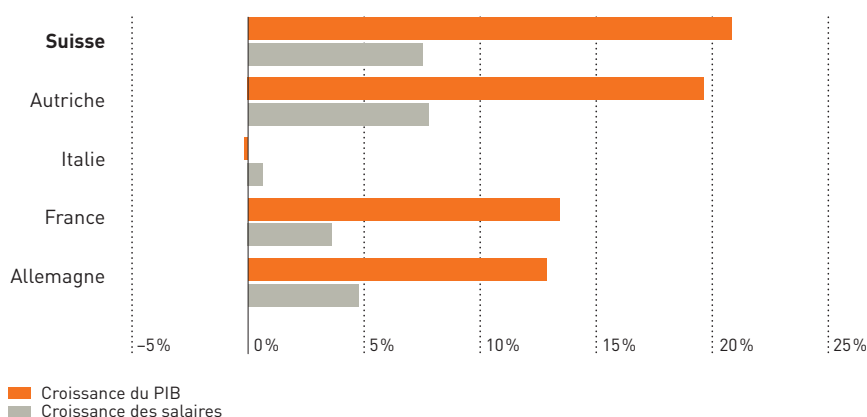
Dans ce contexte, la Suisse ne peut pas se permettre le durcissement supplémentaire de sa politique migratoire réclamé par l'initiative Ecopop. Sa prospérité serait sérieusement mise en danger. Le moteur de l'économie est apparemment déjà trop bruyant pour certains. Ce scepticisme grandissant vis-à-vis de la croissance économique et du progrès technologique, qui est actuellement très présent dans les débats, doit être pris très au sérieux par les milieux politiques et économiques. Pourtant, une Suisse en panne de prospérité, privée d'une croissance basée sur l'innovation, ne représente pas une perspective souhaitable pour notre pays.

« Plusieurs décisions politiques ébranlent la stabilité des conditions-cadre mises en place pour la place économique. L'incertitude freinera vraisemblablement les investissements. »

RUDOLF MINSCH,
CHEF ÉCONOMISTE, ECONOMIESUISSE

Croissance du PIB et des salaires

La Suisse et ses voisins, de 2001 à 2012

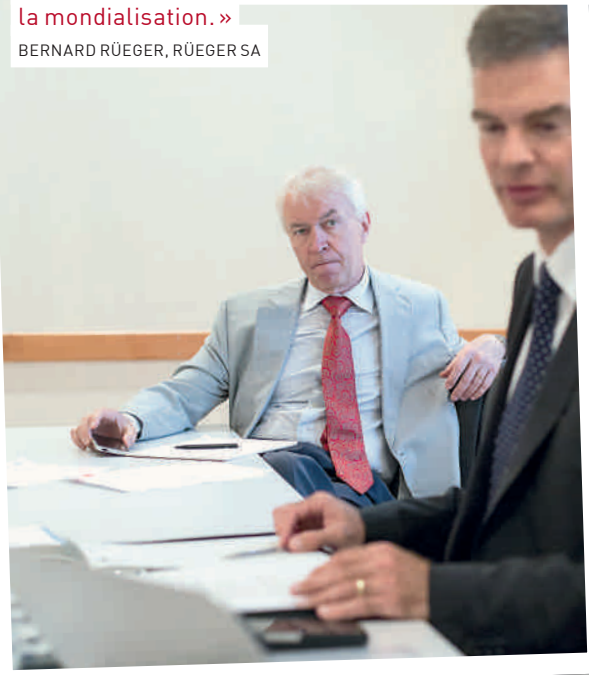
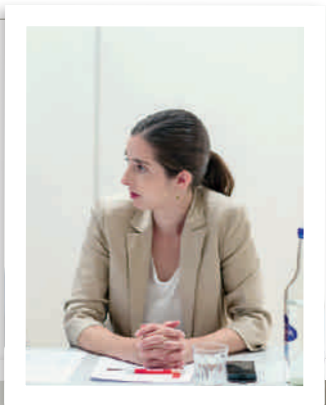


Source : Eurostat

La Suisse reste à la pointe avec une croissance régulière. Il importe de maintenir cette position.

« Petit pays avec une économie fortement orientée sur les exportations, la Suisse a d'autant plus besoin de bonnes relations avec l'étranger. Grâce à une étroite collaboration et à des accords négociés judicieusement, nous sommes en mesure de nous affirmer à l'ère de la mondialisation. »

BERNARD RÜEGER, RÜEGER SA



« Nos membres du secteur de la chimie, de la pharma et de la biotechnologie ont besoin de main-d'œuvre spécialisée hautement qualifiée du monde entier et d'un accès aussi libre que possible au marché européen. Les accords bilatéraux avec l'UE restent de la plus haute importance pour nous. »

BEAT MOSER, SCIENCEINDUSTRIES



ÉCONOMIE EXTÉRIEURE

La voie bilatérale mise à l'épreuve

Au cours des derniers mois, l'agenda de la Commission Économie extérieure a été dominé par les questions de politique européenne et de politique migratoire ainsi que par les divers accords de libre-échange bilatéraux. L'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse le 9 février 2014 a placé la politique économique extérieure de notre pays face à un défi de taille. Elle oblige en effet la Suisse à adapter l'accord sur la libre circulation des personnes signé avec l'UE, alors que la négociation de nouveaux accords est à l'ordre du jour dans les domaines de l'électricité, des services financiers et des questions institutionnelles. Elle se doit aussi de trouver des solutions pour les programmes Horizon 2020 et Erasmus Plus. Le Conseil fédéral a réussi, dans un premier temps, à éviter la paralysie totale de la voie bilatérale grâce au compromis trouvé dans le cadre de l'extension de la libre circulation des personnes à la Croatie. Il a ainsi débloqué la situation avec l'Union européenne en vue des négociations dans les domaines ci-dessus. Il s'agit maintenant d'utiliser les mois à venir pour trouver ensemble des solutions constructives, car les enjeux économiques et politiques du libre accès au marché sont énormes, pour la Suisse comme pour les États membres de l'UE.

Accord de libre-échange avec la Chine et TTIP entre les États-Unis et l'UE

L'accord de libre-échange avec la Chine, entré en vigueur le 1^{er} juillet 2014, offre des opportunités aux deux parties : la Chine est non seulement devenue en quelques années le troisième marché d'exportation de notre pays, après les États-Unis et l'UE, mais aussi l'une des destinations privilégiées des investissements directs suisses. L'amélioration de l'accès au marché ouvre de nouvelles perspectives commerciales aux entreprises tant helvétiques que chinoises. Les négociations entre les États-Unis et l'UE en vue de la signature d'un accord de libre-échange étendu (Transatlantic trade and investment partnership, TTIP) recèlent quant à elles des opportunités, mais aussi des risques pour la Suisse : une hausse de la croissance aux États-Unis et dans la zone euro consécutive à la conclusion de ce partenariat transatlantique renforcerait la demande de biens d'exportation suisses. Cependant, notre pays ne pourra en profiter que si les entreprises exportatrices helvétiques ne sont pas discriminées.

Membres de la commission

Camera di commercio dell'industria e dell'artigianato del cantone Ticino, TVS Fédération Textile Suisse, Union suisse des arts et métiers (invitée), Desco von Schulthess Holding SA, Credit Suisse SA, Swissmem, FASMED, UBS SA, Swiss International Air Lines SA, Swiss Re SA, Association Suisse d'Assurances ASA, Swiss-Asian Chamber of Commerce, Accenture SA, scienceindustries, Novartis International SA, Nestlé Suisse S.A., VSIG Commerce Suisse, Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie, Philip Morris International Management SA, Association suisse des banquiers, FIAL Fédération des Industries Alimentaires Suisses, SwissHoldings Fédération des groupes industriels et de services en Suisse

Membre de la direction d'économiesuisse

Jan Atteslander

70%

des exportations suisses sont destinées aux marchés américain et européen, d'où le potentiel de discrimination considérable du TTIP pour la Suisse.

Commission Économie extérieure

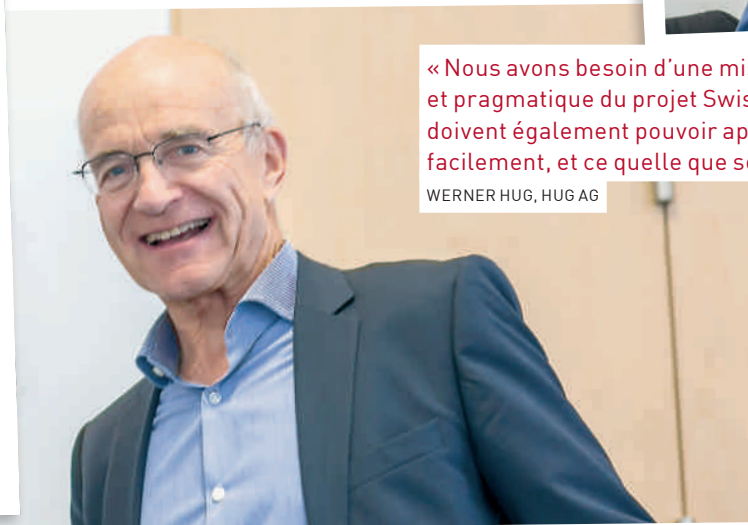
Les membres de la Commission Économie extérieure représentent plus de 35 000 entreprises importatrices et exportatrices suisses, toutes branches confondues, ainsi que les investisseurs directs suisses. Ils relaient les préoccupations de leur branche lors des discussions. La commission est présidée par Bernard Rüeger, CEO de Rüeger SA, un entrepreneur expérimenté et hautement qualifié.

La commission, les groupes de travail « Relations avec l'Union européenne » et « Douane et règles d'origine » ainsi que les divers groupes accompagnant les négociations en cours sur des accords de libre-échange suivent de près toutes les questions touchant au commerce extérieur. Les membres de la commission entretiennent des contacts étroits avec BUSINESS EUROPE, les Chambres de commerce internationales et l'administration helvétique. Cette forte représentativité est une condition indispensable pour faire entendre de manière crédible la voix des milieux économiques dans la politique économique extérieure.



« La concurrence est l'élélixir de vie de l'économie de marché. Il faut éviter de la restreindre excessivement. »

CLAUDIA WILD, THALES GROUP



« Nous avons besoin d'une mise en œuvre efficace et pragmatique du projet Swissness. Les PME doivent également pouvoir appliquer la législation facilement, et ce quelle que soit leur branche. »

WERNER HUG, HUG AG



CONCURRENCE

Grands défis dans le droit des cartels et mesures contre les obstacles au commerce

Le travail de la commission porte principalement sur la révision du droit des cartels. L'économie, qui a pu apporter dans les débats parlementaires des idées constructives sur divers aspects, attache une grande importance à l'impact économique de la révision et au respect de procédures correctes. L'introduction d'obligations de livraison indépendamment de la position sur le marché poserait toutefois problème. Dans le cadre de l'accord de coopération avec l'UE en matière de concurrence, une protection juridique suffisamment étendue est impérative en Suisse. economiesuisse est par ailleurs membre de l'«Alliance contre les obstacles au commerce». Ce mouvement composé de fabricants, de commerçants et de consommateurs cherche notamment à abolir les obstacles aux frontières. Enfin, le projet «État et concurrence» doit mettre en lumière l'influence des pouvoirs publics sur l'activité économique en Suisse.

Les challenges sont nombreux

Le suivi de la révision du droit des cartels et la finalisation de l'accord de coopération en matière de concurrence avec l'UE figureront à nouveau à l'agenda ces prochains mois. La lutte se poursuivra contre les obstacles au commerce et pour l'ouverture des frontières dans le cadre de l'«Alliance contre les obstacles au commerce». La publication de l'étude «État et concurrence» doit relancer le débat sur la direction que la politique économique doit prendre en matière de régulation, afin de laisser davantage d'espace aux initiatives privées. L'objectif est de montrer comment les décisions politiques modifient l'«empreinte de l'État» et comment empêcher une nouvelle détérioration des conditions-cadre. S'agissant des travaux relatifs à la propriété intellectuelle, l'économie s'engage en faveur d'une mise en œuvre pragmatique des nouvelles dispositions, plus sévères, concernant la «Swissness». economiesuisse milite en outre en faveur d'une juste vision des choses lors de la révision du droit d'auteur envisagée par la Confédération.

Membres de la commission

Chambres de commerce et d'industrie suisses, Camera di commercio dell'industria e dell'artigianato del cantone Ticino, CMS von Erlach Henrici, Credit Suisse SA, eBay GmbH, F. Hoffmann-La Roche SA, Fédération de l'industrie horlogère suisse FH, Swiss Retail Federation, VSIG Commerce Suisse, Cliniques privées suisses, hotelleriesuisse, Hug AG, Nestlé Suisse S.A., Novartis International SA, Promarca Union suisse de l'article de marque, PubliGroupe S.A., Schindler Management SA, Association suisse des banquiers, Société Suisse des Entrepreneurs, Association suisse des cosmétiques et des détergents, Association Suisse d'Assurances ASA, scienceindustries, Swiss International Air Lines SA, Swisscom SA, SwissHoldings Fédération des groupes industriels et de services en Suisse, Swissmem, Syngenta International SA, Thales Suisse SA, The Swatch Group SA, Universität Basel (invitée), Association des entreprises électriques suisses, Vereinigung Schweizerischer Unternehmen in Deutschland

Membre de la direction d'economiesuisse

Thomas Pletscher

Commission de concurrence

La commission dirigée par Werner Hug, président du conseil d'administration de Hug AG, s'engage en faveur d'une économie de marché libre et d'une saine concurrence. L'objectif est de définir des règles claires fixant un cadre dans lequel les entreprises peuvent se développer. Le groupe d'experts sur le droit de la propriété intellectuelle (EGIP) s'occupe de questions pointues dans ce domaine. Le travail de la commission intègre des contributions d'organisations partenaires en Suisse et à l'étranger. C'est un point décisif, car d'importantes conditions-cadre sont définies au niveau international et non pas national, et nombreuses sont celles ayant des répercussions par-delà les frontières. C'est pourquoi la collaboration au sein d'ICC, BIAC et BUSINESSEUROPE est également cruciale. La commission échange régulièrement avec les autorités, notamment avec la Commission de la concurrence (COMCO).

425

millions de francs. Sur les 770 millions de francs de sanctions prononcées au total par la COMCO depuis 2004, l'équivalent de 425 millions sont encore pendantes au tribunal. Les entreprises ont besoin de procédures rapides et équitables.



RÉGLEMENTATION

Discussions dominées par le droit de la société anonyme, les marchés financiers et l'aménagement du territoire

Les travaux de la commission se sont concentrés sur la mise en œuvre de l'initiative Minder. Les choses sont claires depuis la présentation de l'ordonnance contre les rémunérations abusives (ORAb) à la fin novembre. Parmi les autres priorités, citons l'accompagnement étroit des nouvelles dispositions légales sur la réglementation des marchés financiers ainsi que les efforts déployés par le Conseil fédéral pour intensifier la lutte contre le blanchiment d'argent et l'harmoniser avec les normes internationales. Les discussions portent également sur la révision du « Code suisse de bonne pratique pour le gouvernement d'entreprise », dont la nouvelle édition sera publiée à l'automne 2014 au terme de la procédure de consultation. Depuis l'automne 2013, le groupe de travail « Politique territoriale » élabore des propositions concrètes pour le développement régional en Suisse. Ses travaux se justifient par les défis toujours plus nombreux posés par la rareté du sol et le durcissement des réglementations fédérales. Lors de l'élaboration de solutions, le groupe de travail intègre la population en tant que partie prenante essentielle.

La densification de la réglementation limite les entreprises

À l'avenir, les travaux se focaliseront sur la densification de la réglementation. L'économie s'engage activement contre une restriction excessive de la liberté d'entreprendre dans le secteur financier et dans le domaine de la protection des consommateurs, par exemple. Il s'agit aussi de prendre en considération les évolutions observées dans le monde. L'accent est mis sur la révision du droit des sociétés anonymes et sur des thèmes comme la diversité, la responsabilité des entreprises et le mouvement Droit sans frontières. Les lois sur l'infrastructure des marchés financiers, sur les prestations de services financiers et sur les établissements financiers sont des projets ambitieux qui auront une grande portée. Une adaptation du droit de la protection des données aux nouvelles évolutions est par ailleurs en cours. De nouveaux instruments de la protection juridique collective (actions collectives, etc.) ainsi que divers aspects juridiques des relations bilatérales avec l'UE sont également traités.

Membres de la commission

ACE Group, ALPIQ Holding SA, Bâloise Assurance SA, Bühler Holding AG, Zentralschweizerische Handelskammer, Cembra Money Bank SA, Credit Suisse Group SA, de Planta & Cie SA, eBay GmbH, F. Hoffmann-La Roche SA, Swiss Retail Federation, Handelskammer beider Basel, Georg Fischer SA, Gessner Holding AG, Google Switzerland GmbH, Hapimag AG, Holcim SA, hotellerie-suisse, IBM Suisse SA, KPMG SA, Nestlé Suisse S.A., Niederer Kraft & Frey SA, Novartis International SA, PricewaterhouseCoopers SA, Rieter Holding SA, Schindler Management SA, Association suisse des banquiers, Union patronale suisse, Association suisse des sociétés de leasing ASSL, Association Suisse d'Assurances ASA, scienceindustries, SIG Combibloc Group SA, Société Générale de Surveillance SA, Sulzer SA, Swiss International Air Lines SA, Swiss Life SA, Swisscom SA, SwissHoldings Fédération des groupes industriels et de services en Suisse, Swissmem, Syngenta International SA, Thales Suisse SA, Transocean Ltd., Chambre fiduciaire, UBS SA, Association Suisse de l'Industrie Gazière, Verizon Switzerland SA, VISCOM Association suisse pour la communication visuelle, Zurich Insurance Group SA, Chambres de commerce et d'industrie suisses

Membre de la direction d'économiesuisse

Thomas Pletscher

Commission de réglementation

La commission de réglementation est présidée par David P. Frick, membre de la direction de Nestlé, et traite de thèmes mettant l'accent sur la libre entreprise. Cet organe s'engage en faveur d'une plus grande liberté économique et cherche à éviter une multiplication des ingérences (étatiques). Les bonnes pratiques doivent montrer comment utiliser ces libertés de manière responsable. Enfin, la commission coordonne les travaux de groupes d'experts permanents et temporaires (régulation des marchés financiers, révision du droit de prescription, mise en œuvre de l'ordonnance sur les rémunérations abusives). Un groupe de travail « Politique territoriale » élabore une approche libérale pour les questions d'aménagement du territoire en coordination avec la Commission des infrastructures d'économiesuisse. Composée de membres issus d'horizons divers, la Commission de réglementation est étroitement impliquée dans les processus politiques. Elle est considérée comme un interlocuteur important et le représentant de l'économie pour les questions juridiques.

67 234

pages dans 61 classeurs, tel était le volume du recueil systématique du droit fédéral au 1^{er} décembre 2013 (53 256 pages en 2004).





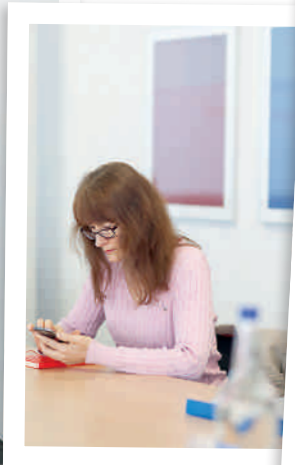
« La Suisse a toujours été un espace de stabilité et de confiance pour des personnes du monde entier. Le défi que doivent relever les milieux politiques et économiques est de préserver cette confiance. »

DAVID P. FRICK, NESTLÉ SUISSE S.A.



« L'aménagement du territoire assure le maillage de l'économie en Suisse et avec l'étranger. »

MICHELE ROSSI, CC TI ET MEMBRE DU GROUPE DE TRAVAIL POLITIQUE TERRITORIALE



ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT



« Pour garantir l'approvisionnement énergétique futur, il faut faire preuve de sens des réalités et d'ouverture. Les discussions au sein des milieux économiques y contribuent. »

DANIELA DECURTINS, ASSOCIATION SUISSE DE L'INDUSTRIE GAZIÈRE

Activisme non coordonné en matière de politique énergétique

Jusqu'à un passé récent, la Suisse a toujours pu compter sur un approvisionnement énergétique sûr, bon marché et respectueux de l'environnement. Toutes qualités qui constituaient un atout comparatif important pour l'économie, laquelle n'a plus connu de pénuries ni de chocs de prix depuis des décennies. Des décisions de politique énergétique reposant sur un large consensus ont permis d'assurer une sécurité de planification et d'investissement nécessaire au développement de l'approvisionnement énergétique. Ces dernières années cependant, ces conditions de stabilité n'ont cessé de se détériorer : toutes sortes de lois et d'ordonnances font chaque année l'objet de révisions – souvent sans coordination avec les besoins de la politique climatique et environnementale. Sur bon nombre de ces projets, la Commission Énergie et environnement s'est employée à présenter des expertises et une argumentation destinées à placer le débat politique sur des bases plus concrètes. Elle est ainsi parvenue à

contenir partiellement la profusion de textes réglementaires dans les domaines de l'énergie et de l'environnement.

Propositions constructives pour une stratégie énergétique réaliste

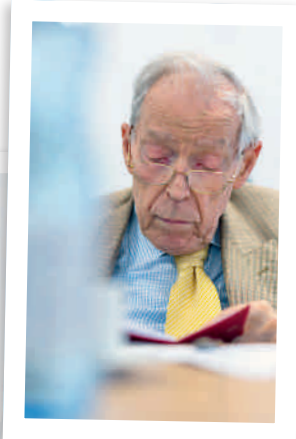
Les priorités à venir sont la stratégie énergétique de la Confédération, la gestion des ressources (« Économie verte ») ainsi que la future politique climatique de la Suisse. Dans le cadre de sa Commission Énergie, economiesuisse a lancé des propositions constructives, qui font à présent leur chemin dans le débat politique. L'objectif est de définir une stratégie énergétique bien interconnectée, fondée sur des objectifs et des technologies réalistes. Les plans de la Confédération visant à piloter politiquement la gestion des ressources naturelles représenteraient un désavantage concurrentiel considérable pour l'économie suisse, ouverte sur le monde entier. Il s'agit donc de les corriger. La politique climatique doit avoir pour but d'éviter ou d'atténuer les dommages imputables au changement climatique.

Membres de la commission

Union pétrolière, Electrosuisse, Association Suisse de l'Industrie Gazière, Association Suisse d'Assurances ASA, Agence de l'énergie pour l'économie, Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie, Société Suisse des Entrepreneurs, Association des entreprises électriques suisses, Avenir Suisse (invitée), Siemens Suisse SA, ABB Suisse, Swisscom SA, F. Hoffmann-La Roche SA, Cemsuisse, Swissem, scienceindustries, TVS Fédération Textile Suisse, asut Association Suisse des Télécommunications, hotelleriesuisse, FIAL Fédération des Industries Alimentaires Suisses, Handelskammer beider Basel

Membre de la direction d'economiesuisse

Kurt Lanz

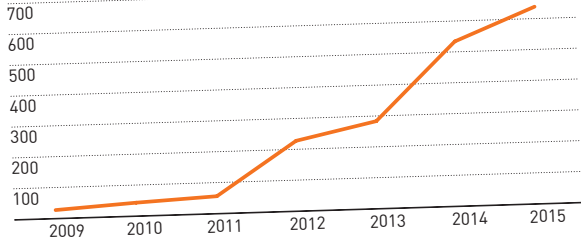


« Malheureusement, l'approvisionnement énergétique est pris de plus en plus dans le maelström des subventions et de la planification étatiques. La Commission Énergie et environnement est le lieu adéquat pour trouver les moyens de sortir de cette situation. »

REMO LÜTOLF, ABB SUISSE SA



Progression des subventions RPC versées chaque année
640 millions de francs en 2015 contre 27 millions de francs en 2009



Sources : OFEN et rapport annuel 2012 de la Fondation RPC

-33,9%

Le recul de la consommation d'huile de chauffage de la Suisse entre 1990 et 2012

Commission Énergie et environnement

La Commission Énergie et environnement traite tous les aspects de politique énergétique et environnementale intéressant l'économie. Elle est conduite par Remo Lütolf, président de la direction d'ABB Suisse. Ses champs d'activité englobent les questions d'économicité et de sécurité d'approvisionnement, mais aussi l'ouverture du marché et les modèles économiques propices à une baisse de la consommation d'énergie et des émissions de CO₂. Elle bénéficie des compétences confirmées de ses membres. Les recommandations qui résultent des débats, parfois animés, menés en son sein sont à la base des positions et décisions du Comité et du Comité directeur d'économiesuisse. La commission délègue certaines tâches à des groupes de travail auxquels les membres intéressés peuvent participer de manière approfondie.

FINANCES ET FISCALITÉ

Commission Finances et fiscalité

La Commission Finances et fiscalité regroupe des experts issus d'organisations membres intéressées, qui discutent de questions d'actualité en relation avec la politique financière et fiscale dans le cadre de quatre séances annuelles. Ils formulent des recommandations à l'intention des instances décisionnelles d'économiesuisse. Cette commission est conduite par Thomas Staehelin, président de la Chambre de commerce des deux Bâle. Des groupes de travail ad hoc sont constitués pour traiter de thèmes essentiels comme la réforme de la fiscalité des entreprises ou l'initiative sur l'imposition des successions. Du fait de sa composition bien diversifiée – industrie et finance, économie domestique et internationale – la Commission Finances et fiscalité a une vision globale des enjeux et est représentative de l'économie dans son domaine.

48 %

des recettes fiscales de la Confédération sont générées par des sociétés internationales jouissant d'un statut fiscal spécial au niveau cantonal.

Priorité à la réforme de l'imposition des sociétés et à la campagne contre l'initiative sur la fiscalité successorale

Complexe et très important, le projet de réforme de l'imposition des sociétés va occuper la Suisse pendant un certain temps encore. Le rayonnement international de notre pays est étroitement lié à la concrétisation de cette réforme qui concerne des dizaines de milliers d'emplois et des milliards de francs de recettes fiscales. Pour économie-suisse, il est essentiel d'assurer la compétitivité fiscale de la Suisse et de consolider le positionnement dominant de notre place économique. C'est pourquoi la Commission Finances et fiscalité s'investit depuis des années pour dessiner des solutions d'avenir en matière de fiscalité des entreprises. L'impôt sur les successions est un autre thème fiscal qui préoccupe surtout l'économie domestique. En effet, cet impôt compliquerait fortement les successions familiales et menacerait l'existence de milliers de sociétés familiales. L'initiative veut imposer à hauteur de 20 % les successions de plus de 2 millions de francs et les donations de plus de 20 000 par personne et par an. Le projet promet des allègements fiscaux aux entreprises – mais il subsiste beaucoup de zones d'ombre en ce qui concerne sa mise en œuvre. Avec l'introduction de cet impôt sur les successions, l'imposition des fortunes privées atteindrait également un niveau très élevé en comparaison internationale, raison pour laquelle ce projet est nuisible. économie-suisse est l'une des organisations économiques les plus engagées dans la lutte contre cette initiative.

Préparer l'avenir de la prévoyance vieillesse

En raison de l'évolution démographique, le financement du système suisse de prévoyance vieillesse ne pourra bientôt plus être assuré si des réformes ne sont pas engagées à temps. L'Union patronale suisse et économie-suisse proposent des réformes financièrement et politiquement réalistes. L'économie est disposée à apporter une contribution substantielle pour pérenniser nos assurances sociales, mais s'attend aussi à ce que des mesures importantes comme l'abaissement du taux de conversion ou l'introduction de règles de stabilisation – dans l'esprit d'un frein à l'endettement – soient prises en considération.

Membres de la commission

Camera di commercio dell'industria e dell'artigianato del cantone Ticino, Capital International SA, Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie, Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie, FIAL Fédération des Industries Alimentaires Suisses, hotelleriesuisse, Industrie- und Handelskammer St. Gallen-Appenzell, KPMG SA, Philip Morris International Management SA, PricewaterhouseCoopers SA, Procter & Gamble Europe SA, Association suisse des banquiers, Association Suisse d'Assurances ASA, scienceindustries, SIX-Group SA, Swiss Cigarette, SwissHoldings Fédération des groupes industriels et de services en Suisse, Swissem, Transocean Ltd., Chambre fiduciaire, Association suisse des entreprises à succursales, Association des sociétés anonymes privées, Vereinigung Schweizerischer Unternehmen in Deutschland

Membre de la direction d'économiesuisse

Frank Marty





« economiesuisse s'engage de manière décidée en faveur de la troisième réforme de la fiscalité des entreprises. Ce projet très complexe jouera un rôle décisif pour l'avenir de la place économique suisse. »

THOMAS STAEHELIN, CHAMBRE DE COMMERCE DES DEUX BÂLE

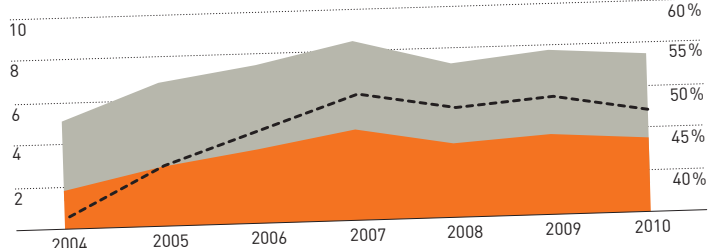


« Nous cherchons des solutions tenant si possible compte des besoins et des intérêts de toutes les branches concernées. Ce n'est pas toujours facile, mais très important. »

JEAN-PHILIPPE KOHL, SWISSMEM



Évolution des recettes fiscales de la Confédération
Recettes en milliards de francs, ventilées par catégories d'entreprises



— Entreprises imposées de manière ordinaire (échelle de gauche)
 — Entreprises jouissant d'un statut fiscal spécial au niveau cantonal (échelle de gauche)
 - - - Part des sociétés avec un statut fiscal spécial au niveau cantonal (échelle de droite)

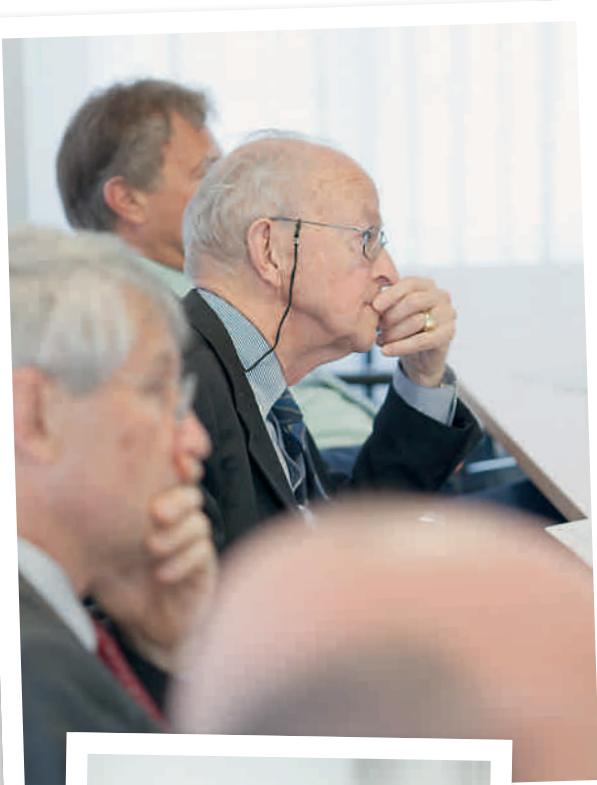
Source : Administration fédérale des finances (2013)





« L'enseignement doit amener une confrontation libre de tout préjugé avec des réalités, dans l'optique d'une promotion des connaissances, et permettre aux individus de se forger leur propre opinion sur les enjeux touchant la société. »

ROBERT RUDOLPH, SWISSMEM



« En tant que pays ouvert, caractérisé par un marché intérieur de taille réduite et une base de coûts élevée, la Suisse doit continuer de miser sur l'innovation et sur l'excellence de son système formation pour préserver et améliorer la prospérité économique atteinte. La commission œuvre en faveur de cet objectif. »

ULRICH JAKOB LOOSER, BLR & PARTNERS SA



FORMATION ET RECHERCHE

Rétrospective et perspectives

Au cours de l'année écoulée, la commission s'est attachée à formuler les lignes directrices et les demandes de l'économie. Les résultats de ces travaux ont été consignés dans une brochure publiée en été 2014, qui analyse les principaux défis de la Suisse dans les domaines de la formation, de la recherche et de l'innovation. La crise financière et économique mondiale a durement touché de nombreuses régions en Europe. Celles-ci continuent de lutter contre un taux de chômage élevé, chez les jeunes en particulier, et souffrent de l'atonie de leur économie ainsi que de la fuite des talents. En revanche, d'autres pays ont été épargnés par la crise, dont la Suisse. Elle a réussi à tirer son épingle du jeu grâce à un système de formation de grande qualité et à un système de recherche et d'innovation de haut niveau. Il s'agit maintenant de préserver et de renforcer cet atout de taille, qui est le fruit d'une stratégie de longue haleine portée par des décisions politiques judicieuses.

Les politiques de formation, de recherche et d'innovation sont un domaine stratégique pour l'économie suisse. L'organisation faîtière de l'économie helvétique a pour mission de formuler des lignes directrices à long terme qui servent de fil conducteur aux décideurs politiques et à l'engagement de l'économie dans ces domaines.

L'économie souhaite un recentrage de l'école obligatoire sur sa tâche principale, c'est-à-dire l'acquisition de compétences de base telles que l'écriture et les mathématiques. Parallèlement, il convient de laisser aux hautes écoles l'autonomie nécessaire dans les domaines de la recherche, de l'enseignement et du financement, afin de leur permettre de se démarquer de la concurrence internationale. La maturité suisse doit demeurer le sésame donnant libre accès aux études universitaires. Afin de renforcer sa position en tant que site d'innovation de haut niveau, la Suisse doit en outre veiller à rester un pays ouvert aux technologies.

Membres de la commission

Accenture SA, ASCO Association of Management Consultants Switzerland, Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie, Fédération des Entreprises Romandes Genève, F. Hoffmann-La Roche SA, Google Switzerland GmbH, IBM Suisse SA, Implenia Suisse SA, Nestlé Suisse S.A., Novartis International SA, Association suisse des banquiers, Association Suisse d'Assurances ASA, scienceindustries, Swiss Biotech Association, Swiss Engineering STV, Swisscom SA, Swissmem, TVS Fédération Textile Suisse, Médias suisses

Membre de la direction d'économiesuisse

Rudolf Minsch



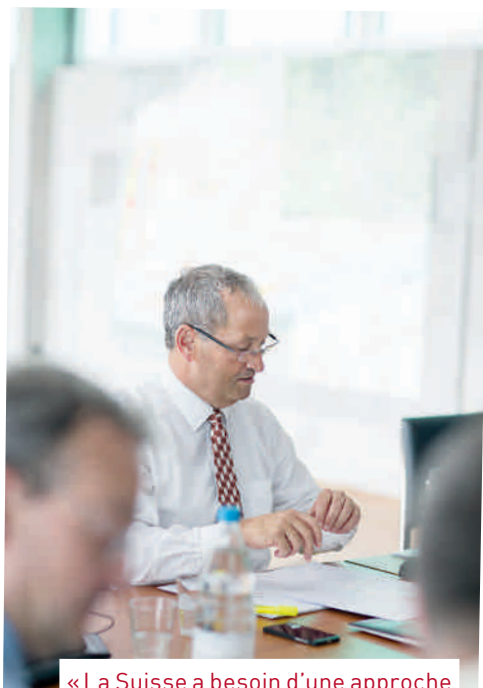
18,2

milliards de francs : la somme totale que les entreprises privées suisses ont consacrée à la recherche et au développement en 2012.

Commission Formation et recherche

La Commission Formation et recherche est présidée par Ulrich Jakob Looser, un spécialiste qui connaît parfaitement le paysage de la formation et de la recherche suisse. Les membres de la commission sont des représentants d'entreprises actives dans le domaine de la recherche, des experts en formation et recherche issus d'organisations de branche ainsi que des élus siégeant dans les Commissions parlementaires de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC). Composée de personnalités provenant de divers horizons et en prise directe avec les réalités du monde de la formation, de la recherche et de l'innovation en Suisse, la Commission Formation et recherche garantit un débat éclairé et des prises de position fondées et étayées. Elle traite les questions de fond relevant de la politique de formation et de recherche et prépare les prises de position dans le cadre des consultations sur les lois et les dispositions d'exécution topiques.

INFRASTRUCTURES



« La Suisse a besoin d'une approche globale des transports. Ainsi, elle pourra fournir les capacités nécessaires à l'avenir et les ajuster les unes aux autres. »

GUGLIELMO L. BRENTEL, HOTELLERIESUISSE



20 596

Le nombre d'heures d'embouteillage sur le réseau suisse des routes nationales, en 2013



Commission des infrastructures

La Commission des infrastructures d'économiesuisse traite toutes les questions fondamentales liées à la politique dans ce domaine. En font partie les transports (sous toutes les formes), la poste, les télécommunications et les TIC, ainsi que certains aspects de l'aménagement du territoire. La commission assure le processus de formation de l'opinion à l'interne, définit une position consolidée de l'économie et prépare les décisions importantes. Au besoin, elle fait appel à des experts ou à des personnalités de l'économie, du monde scientifique et de l'administration. Les séances de la commission se tiennent chaque trimestre sous la direction de Guglielmo Brentel, président d'hotelleriesuisse.

Membres de la commission

Accenture SA, auto-suisse Association des importateurs suisses d'automobiles, asut Association Suisse des Télécommunications, cemsuisse Association suisse de l'industrie du ciment, Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie, eBay GmbH, Handelskammer und Arbeitgeberverband Graubünden, hotelleriesuisse, KEP&Mail, Association suisse des banquiers, Union patronale suisse, Société Suisse des Entrepreneurs, Union suisse des arts et métiers (invitée), SIAA Swiss International Airports Association, Swissmem, SPEDLOGSWISS Association suisse des transitaires et des entreprises de logistique, routesuisse Fédération routière suisse (invitée), Swiss International Air Lines SA, Swiss Retail Federation, Swisscom SA, Swisscable Association de réseaux de communication, VAP Association des chargeurs, Association de l'industrie suisse de la cellulose, du papier et du carton, Association suisse de vente à distance ASVAD, Vereinigung Schweizerischer Unternehmen in Deutschland, Zürcher Handelskammer

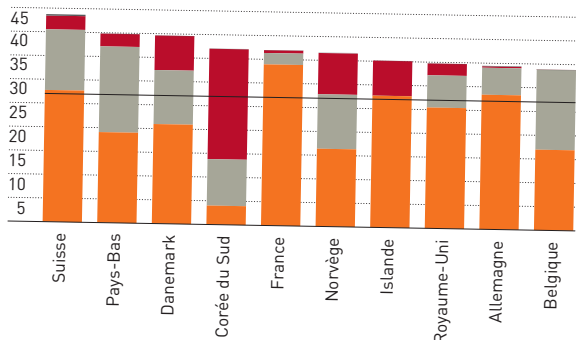
« Le moment est venu d'ouvrir totalement le marché. Le marché libéralisé des colis fonctionne : les clients profitent de prix attrayants et d'offres innovantes, comme le choix de l'heure de distribution sur smartphone ou le renvoi depuis un kiosque. »

PETER SUTTERLÜTI, KEP & MAIL



Connexions à haut débit: la Suisse à la pointe

Top 10 de l'OCDE, nombre d'abonnements à haut débit (réseau fixe) pour 100 habitants



Source: OCDE

Membre de la direction d'économiesuisse

Kurt Lanz

Défendre nos atouts dans le domaine des infrastructures

Des infrastructures performantes sont un atout comparatif important de notre pays, de sorte qu'elles se trouvent tout naturellement au centre des activités de la commission. La Suisse dispose aujourd'hui d'un réseau de transports et de communication de grande qualité. Il convient donc de préserver cette position enviable. Pour le reste, les infrastructures doivent être développées en fonction des besoins de l'économie et de la population. Sur la question du développement prévu de l'infrastructure ferroviaire, la commission s'est prononcée pour une extension efficace, axée sur les besoins. L'ouverture du marché des télécommunications est une réussite, qu'il faut donc poursuivre. Dans le domaine de la communication comme dans celui de la poste, les réglementations doivent favoriser l'investissement et préserver l'attractivité du marché pour de nouveaux offrants. La politique des infrastructures revêt aussi une importance primordiale pour l'aménagement du territoire. En la matière, la commission se détermine en étroite coordination avec le domaine Concurrence et réglementation, qui s'occupe aussi de cette question.

Financement durable du réseau routier

Sur le plan politique, le nouveau régime prévu en matière de transports d'agglomération et de routes nationales va susciter d'abondantes discussions (financement et extension). La Commission des infrastructures s'engage pour un développement rapide des capacités et une solution de financement durable. Le thème du transport de marchandises est inclus au titre de nouvelle priorité stratégique dans le dossier des transports. Cette activité est l'épine dorsale de l'économie helvétique, raison pour laquelle economiesuisse entend s'engager davantage dans ce domaine. Sur le marché des télécommunications et des TIC, les questions de sécurité et de surveillance sont prioritaires. On attend avec impatience le premier rapport d'évaluation du Conseil fédéral sur l'ouverture du marché postal. economiesuisse plaide pour la promotion d'offres innovantes, une qualité élevée et le meilleur rapport qualité-prix possible.

COMMUNICATION

1:12 et salaires minimums : deux campagnes couronnées de succès

L'équipe chargée des campagnes a eu du pain sur la planche ces douze derniers mois. La campagne contre l'initiative 1:12 des Jeunes socialistes battait déjà son plein au mois de septembre. Afin de tenir tête à des initiants créatifs, l'équipe de campagne a misé davantage sur les médias sociaux, pour compléter les mesures classiques. Bien lui en a pris puisqu'elle a remporté une victoire lors de la votation du 24 novembre qui s'est soldée par une majorité rejetante de 65,3%.

En parallèle, elle avait achevé, pendant l'été, les préparatifs pour la campagne contre l'initiative de l'UDC sur l'immigration de masse. L'engagement de l'équipe de campagne et des organisations partenaires était à la hauteur de l'enjeu pour l'économie. Le 9 février 2014, la campagne s'est achevée dans le suspense : après une longue incertitude, les opposants ont été vaincus par 50,3% de oui.

Nouveaux instruments en ligne

La campagne contre l'initiative des syndicats sur les salaires minimums a eu plus de succès, alors même que le projet bénéficiait initialement d'une adhésion élevée. Afin de s'adresser aux citoyens sur un plan émotionnel, l'équipe de campagne a misé sur les messagers : Monsieur et Madame Tout-le-monde, des personnes concernées et leurs proches, ainsi qu'un nombre croissant de jeunes se sont engagés contre l'initiative. Un nouvel outil en ligne a soutenu cette stratégie. En l'espace de quelques semaines, plus de 3000 soutiens se sont inscrits et 500 d'entre eux ont publié une déclaration sur le site Internet. C'est notamment grâce à cette gestion de campagne interactive que l'initiative a été terrassée par 76,3% de non le 18 mai. Le nouvel outil apportera un soutien considérable dans les campagnes à venir contre l'initiative Ecopop et contre l'initiative sur l'imposition des successions par exemple. Dans le cadre de sa campagne de sensibilisation aux questions énergétiques, economiesuisse a publié la brochure « Indispensables interconnexions – propositions de l'économie suisse à l'appui de la politique énergétique ». Cette publication, qui examine en détail la stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral, a trouvé un large écho. Elle montre comment il est possible d'atteindre l'objectif visé sans occasionner de dommages collatéraux pour l'économie et la population.



Des campagnes bénéficiant de bons relais dans les régions

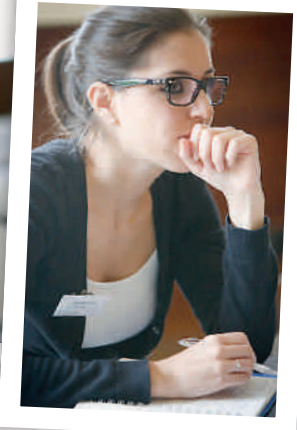
L'équipe d'economiesuisse ne travaille pas seule. Les partenaires dans les cantons et les régions contribuent de manière décisive aux campagnes, par leurs réseaux et leurs connaissances, et font remonter les informations du terrain qui permettent une adaptation constante du pilotage de la campagne en fonction de l'actualité. L'équipe de campagne collabore étroitement avec les partenaires régionaux dans le cadre d'échanges réguliers et institutionnalisés. Les contributions des régions ainsi que leur engagement sont déterminants pendant la phase de mobilisation finale, généralement mouvementée, mais aussi dans la définition de la stratégie.

77

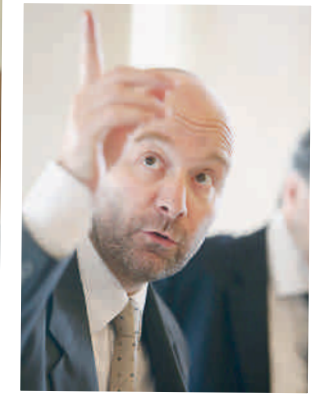
Le nombre de campagnes qu'economiesuisse a menées avec ses partenaires, depuis 1992, dans le cadre de votations sur des thèmes de politique économique.



Non au diktat sur les salaires
1:12
NON!
www.non-1a12.ch
+ PROTÉGEONS LE MODÈLE SUISSE




Abattre notre prospérité ?
Le 9 février
NON!
L'initiative UDC isole la Suisse



Des conditions-cadre optimales pour l'économie economiesuisse accompagne les processus de décision de politique économique et soutient des solutions axées sur la concurrence

La mission d'economiesuisse est de créer des conditions-cadre optimales pour l'économie en Suisse, tant pour les grandes entreprises à vocation internationale que pour les PME.

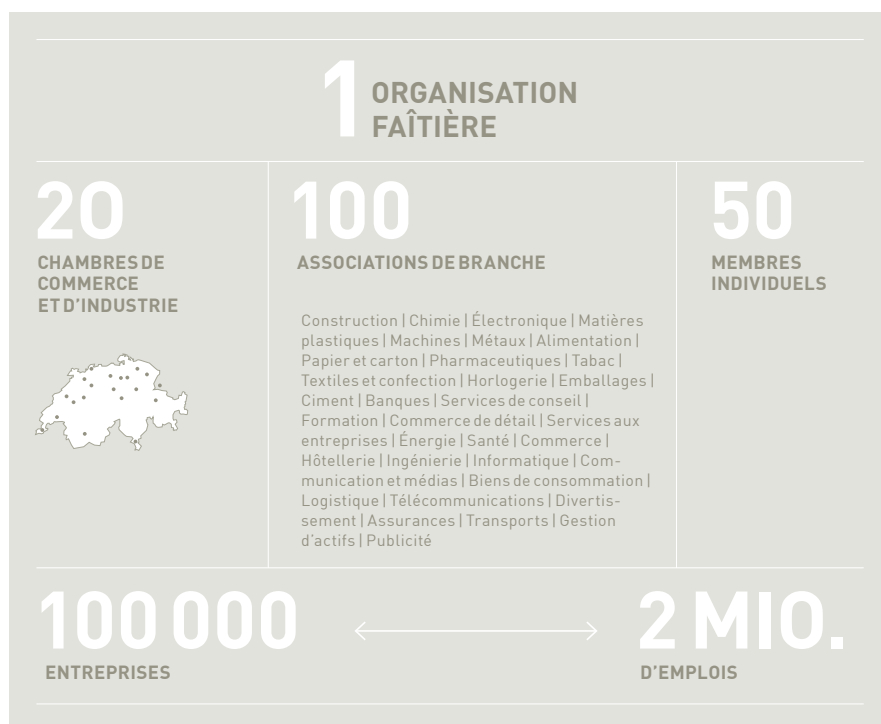
Cela suppose des marchés ouverts, l'amélioration continue du site de production et de la recherche dans le contexte de la concurrence mondiale, un système de formation diversifié, des infrastructures de qualité et la promotion d'une croissance durable. Le dernier élément constitue une condition pour un taux d'emploi élevé et la garantie de la prospérité en Suisse. economiesuisse s'engage également en faveur d'impôts attractifs, la préservation de la marge de manœuvre des entreprises et un dialogue réel entre les partenaires sociaux.

L'acceptation de la population est de la plus haute importance pour le travail de l'organisation faîtière de l'économie. Aussi economiesuisse promeut-elle un dialogue constructif avec l'économie et la société.

Une voix forte pour l'économie

L'économie helvétique a besoin d'une voix forte pour défendre ses intérêts dans le processus politique. C'est dans ce but qu'economiesuisse a été fondée en 2000. L'organisation est née du regroupement de l'Union suisse du commerce et de l'industrie (Vorort) et de la Société pour le développement de l'économie suisse (sdes). Les deux organisations ont mis leur savoir-faire au service de la nouvelle structure, c'est-à-dire la connaissance des dossiers et un excellent accès à l'administration fédérale pour le Vorort et le savoir-faire et l'expérience en matière de communication et de campagnes pour la sdes.

economiesuisse représente
100 000 entreprises suisses
qui comptent 2 millions de
travailleurs.



Aujourd'hui, economiesuisse compte parmi ses membres non seulement 20 Chambres de commerce et d'industrie cantonales, mais aussi 100 associations de branche et 50 entreprises individuelles. Au total, l'organisation représente 100 000 entreprises suisses et 2 millions d'emplois. Des PME et de grandes entreprises, des sociétés axées sur les exportations et actives sur le marché intérieur.

La tâche la plus importante d'economiesuisse consiste à représenter les intérêts de ces entreprises dans le processus politique. Dans cette optique, l'organisation faitière de l'économie suisse entretient des contacts étroits et réguliers avec des représentants du gouvernement, de l'administration et du Parlement. Dans sa démarche, economiesuisse s'appuie sur les principes d'une économie de marché libérale en tenant compte de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. economiesuisse identifie les thèmes de politique économique le plus tôt possible et s'engage ensuite à tous les niveaux du processus politique: de la participation à des groupes de travail à l'organisation de campagnes de votation, en passant par la prise de position dans les consultations.

Nos bureaux

Le siège principal d'economiesuisse se trouve à Zurich dans un bâtiment appelé «Haus der Wirtschaft». L'organisation a également des bureaux à Berne, Genève, Lugano et Bruxelles.

La représentation d'economiesuisse dans la capitale fédérale sert d'intermédiaire entre l'économie et la politique. Son travail consiste pour une grande part à garantir les échanges d'informations entre le Parlement, l'administration et l'économie. La planification et la coordination des affaires politiques, les contacts avec les membres de l'Assemblée et de l'administration fédérales ainsi que l'établissement de comptes rendus des sessions servent cet objectif.

L'équipe genevoise d'economiesuisse est responsable des contacts avec nos membres et avec les associations économiques, les décideurs politiques aux niveaux fédéral et cantonal, la presse et les médias électroniques en Suisse romande. Elle mène en outre les campagnes de votation en Suisse romande.

economiesuisse Lugano a mis en place un échange d'informations soutenu avec les associations économiques et de branches tessinoises, l'administration et le gouvernement cantonaux, les associations économiques du nord de l'Italie ainsi qu'avec la Chambre de commerce suisse à Milan.

economiesuisse dispose également d'une représentation à Bruxelles, laquelle assure en outre la présence de l'Union patronale suisse (UPS). Cette représentation sert de trait d'union avec la fédération des industries européennes, BUSINESS-EUROPE, les services de la Commission européenne, la mission suisse auprès de l'UE et de l'AELE. Ce bureau apporte en outre son soutien aux représentants de l'économie suisse qui souhaitent entrer en contact avec des institutions européennes.

Nos services

Nous œuvrons à la formation d'une opinion coordonnée au sein de l'économie et représentons les intérêts de cette dernière face à la politique, aux médias et au grand public.

Nous offrons une large et puissante plateforme dans la représentation d'intérêts à Berne.

Nous faisons du conseil de manière compétente dans le domaine politique.

Nous soutenons les demandes concrètes de nos membres dans le processus politique.

Nous procédons à des analyses et études et fournissons des informations de fond de politique économique.

Nous mettons en relation nos membres avec des cercles économiques, des leaders d'opinion dans le domaine politique et des représentants des autorités publiques, de même que nous organisons des délégations économiques.

Nous prenons régulièrement position sur des thèmes actuels de politique économique.

Nous organisons des ateliers médias pour nos membres et les acteurs politiques.

Nous menons des campagnes de votation à l'échelle de la Suisse.

Membres

CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE ET ORGANISATIONS RÉGIONALES

AARGAUISCHE INDUSTRIE- UND HANDELSKAMMER

Entfelderstrasse 11, Postfach, 5001 Aarau
www.aihk.ch

AITI ASSOCIAZIONE INDUSTRIE TICINESI
Corso Elvezia 16, Casella postale 5130,
6901 Lugano
www.aiti.ch

CAMERA DI COMMERCIO DELL'INDUSTRIA E DELL'ARTIGIANATO DEL CANTONE TICINO
Corso Elvezia 16, Casella postale, 6901 Lugano
www.cc-ti.ch

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU JURA

23, rue de l'Avenir, Case postale 274,
2800 Delémont 1
www.cci-j.ch

CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DES SERVICES DE GENÈVE

4, boulevard du Théâtre, Case postale 5039,
1211 Genève 11
www.cci-g.ch

CHAMBRE DE COMMERCE FRIBOURG

37, route du Jura, Case postale 304,
1701 Fribourg
www.cfcis.ch

CHAMBRE NEUCHÂTOISE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

4, rue de la Serre, Case postale,
2001 Neuchâtel
www.cnci.ch

CHAMBRE VALAISANNE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

6, rue Pré-Fleuri, Case postale 288, 1951 Sion
www.cci-valais.ch

CHAMBRE VAUDOISE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

47, avenue d'Ouchy, Case postale 315,
1001 Lausanne
www.cvci.ch

FÉDÉRATION DES ENTREPRISES ROMANDES GENÈVE

98, rue de St-Jean, Case postale 5278,
1211 Genève 11
www.fer-ge.ch

GLARNER HANDELSKAMMER

Spielhof 14a, 8750 Glarus
www.glhk.ch

HANDELS- UND INDUSTRIEVEREIN DES KANTONS SCHWYZ

Gersauerstrasse 7, Postfach 618,
6440 Brunnen
www.h-i-sz.ch

HANDELSKAMMER BEIDER BASEL

Aeschenvorstadt 67, Postfach, 4010 Basel
www.hkbb.ch

HANDELSKAMMER UND ARBEITGEBERVERBAND GRAUBÜNDEN

Hinterm Bach 40, Postfach 203, 7002 Chur
www.hkgr.ch

HANDELSKAMMER UND ARBEITGEBER-VEREINIGUNG WINTERTHUR

Neumarkt 15, Postfach, 8401 Winterthur
www.haw.ch

INDUSTRIE- UND HANDELSKAMMER ST. GALLEN-APPENZELL

Gallusstrasse 16, Postfach, 9001 St. Gallen
www.ihk.ch

INDUSTRIE- UND HANDELSKAMMER THURGAU

Schmidstrasse 9, Postfach 396,
8570 Weinfelden
www.ihk-thurgau.ch

INDUSTRIE- UND HANDELSKAMMER ZENTRALSCHWEIZ

Kapellplatz 2, Postfach 3142, 6002 Luzern
www.hkz.ch

LIECHTENSTEINISCHE INDUSTRIE- UND HANDELSKAMMER

Altenbach 8, 9490 Vaduz
www.lihk.li

SOLOTHURNER HANDELSKAMMER

Grabackerstrasse 6, Postfach 1554,
4502 Solothurn
www.sohk.ch

UNION DES INDUSTRIELS VALAISANS

Case postale 2106, 1950 Sion 2

UNION DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DU CANTON DE BERNE

Kramgasse 2, Postfach 5464, 3001 Bern
www.bern-cci.ch

ZUGER WIRTSCHAFTSKAMMER

Gubelstrasse 11, 6300 Zug
www.zwk.ch

ZÜRCHER HANDELSKAMMER

Bleicherweg 5, Postfach 3058, 8022 Zürich
www.zurichcci.ch

ASSOCIATIONS

(Ordre selon la liste allemande)

AEROSUISSE FÉDÉRATION FAÏTIÈRE DE L'AÉRONAUTIQUE ET DE L'AÉROSPATIALE SUISSES

Monbijoustrasse 14, Postfach 5236, 3001 Bern
www.aerosuisse.ch

ASCO ASSOCIATION OF MANAGEMENT CONSULTANTS SWITZERLAND

Weinbergstrasse 31, Postfach, 8006 Zürich
www.asco.ch

ASSOCIATION PATRONALE DE L'HORLOGERIE ET DE LA MICROTECHNIQUE APHM

7, rue de la Gare, Case postale 16,
2501 Biel/Bienne

ASSOCIATION SUISSE DES FABRICANTS ET COMMERÇANTS DE MÉTAUX PRÉCIEUX

42, boulevard des Éplatures, Case postale,
2304 La Chaux-de-Fonds

ASUT ASSOCIATION SUISSE DES USAGERS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

Klösterlistutz 8, 3013 Bern
www.asut.ch

PUBLICITÉ EXTÉRIEURE SUISSE AWS

Giesshübelstrasse 4, 8045 Zürich
www.aussenwerbung-schweiz.ch

AUTO-SUISSE ASSOCIATION DES IMPORTATEURS SUISSES D'AUTOMOBILES

Mittelstrasse 32, Postfach 5232, 3001 Bern
www.auto-schweiz.ch

AVIA FÉDÉRATION D'IMPORTATEURS SUISSES INDÉPENDANTS EN PRODUITS PÉTROLIERS

Badenerstrasse 329, Postfach, 8040 Zürich
www.avia.ch

BISCOSUISSE ASSOCIATION SUISSE DES INDUSTRIES DE BISCUITS ET DE CONFISERIE

Münzgraben 6, Postfach 259, 3000 Bern 7
www.biscosuisse.ch

CEMSUISSE ASSOCIATION SUISSE DE L'INDUSTRIE DU CIMENT

Marktgasse 53, 3011 Bern
www.cemsuisse.ch

CHOCOSUISSE UNION DES FABRICANTS SUISSES DE CHOCOLAT

Münzgraben 6, Postfach 1007, 3000 Bern 7
www.chocosuisse.ch

FÉDÉRATION DES MEUNIERIS SUISSES

Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6
www.dsm-fms.ch

ASSOCIATION DES MOULINS SPÉCIALISÉS SUISSES

Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6

ÉLECTROSUISSE

Luppenstrasse 1, 8320 Fehraltorf
www.electrosuisse.ch

UNION PÉTROLIÈRE

Spitalgasse 5, 8001 Zürich
www.erdoel.ch

FASMED TECHNOLOGIE MÉDICALE SUISSE

Worbstrasse 52, Postfach 160,
3074 Muri b. Bern
www.fasmed.ch

FÉDÉRATION DE L'INDUSTRIE

HORLOGÈRE SUISSE FH
6, rue d'Argent, Case postale 560,
2501 Bienne
www.fhs.ch

**FORUM SUISSE DES ORGANISMES
D'AUTORÉGULATION (FORUM OAR)**

Rämistrasse 5, Postfach, 8024 Zürich
www.forumoar.ch

HOTELLERIESUISSE

Monbijoustrasse 130, Postfach, 3001 Bern
www.hotelleriesuisse.ch

ICT SWITZERLAND

Aarbergerstrasse 30, 3011 Bern
www.ictswitzerland.ch

IFPI SCHWEIZ

Kraftstrasse 30, 8044 Zürich
www.ifpi.ch

**IGEB - INTERESSENGEMEINSCHAFT
DER ENERGIEINTENSIVEN BASISINDUSTRIEN**

Bergstrasse 110, 8032 Zürich
www.energieintensive.ch

**IGFV GESCHÄFTSSTELLE INTERESSEN-
GEMEINSCHAFT FLEXIBLE VERPACKUNGEN**
Tödistrasse 47, Postfach 1507, 8027 Zürich

**INTERESSENGEMEINSCHAFT TEE, GEWÜRZE
UND VERWANDTE PRODUKTE**

Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3000 Bern 6

KEP&MAIL

c/o simplus ag, Thunstrasse 17, Postfach 343,
3000 Bern 6
www.kepmail.ch

**ORGANISME D'AUTORÉGULATION DES GÉRANTS
DE PATRIMOINE (OAR-G)**

2, rue Pedro-Meylan, Case postale 107,
1211 Genève 17
www.oarg.ch

CLINIQUES PRIVÉES SUISSES

Worbstrasse 52, Postfach 160,
3074 Muri b. Bern
www.privatehospitals.ch

**PROMARCA UNION SUISSE DE L'ARTICLE
DE MARQUE**

Bahnhofplatz 1, 3011 Bern
www.promarca.ch

ASSOCIATION SUISSE DES BRASSERIES

Engimattstrasse 11, Postfach 2124,
8027 Zürich
www.bier.ch

FÉDÉRATION SUISSE DES CASINOS

Marktgassee 50, Postfach 593, 3000 Bern 7
www.switzerlandcasinos.ch

PUBLICITÉ SUISSE PS

Kappelerstrasse 14, Postfach 3201, 8022 Zürich
www.sw-ps.ch

ASSOCIATION SUISSE DES BANQUIERS

Aeschenplatz 7, Postfach 4182, 4002 Basel
www.swissbanking.org

ASSOCIATION SUISSE DE NORMALISATION

Bürglistrassee 29, 8400 Winterthur
www.snv.ch

SOCIÉTÉ SUISSE DES ENTREPRENEURS

Weinbergstrasse 49, Postfach, 8042 Zürich
www.baumeister.ch

UNION SUISSE DE LA LEVURE

Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6

**ASSOCIATION SUISSE DES COSMÉTIQUES ET
DES DÉTÉRGENTS**

Breitingenstrasse 35, Postfach 2138,
8027 Zürich
www.skw-cds.ch

ASSOCIATION SUISSE DES SOCIÉTÉS DE LEASING

Rämistrasse 5, Postfach, 8024 Zürich
www.leasingverband.ch

FRUIT-UNION SUISSE

Baarerstrasse 88, Postfach 2559, 6302 Zug
www.swissfruit.ch

FÉDÉRATION SUISSE DU VOYAGE

Etzelstrasse 42, Postfach, 8038 Zürich
www.srv.ch

ASSOCIATION SUISSE D'ASSURANCES ASA

C. F. Meyer-Strasse 14, Postfach 4288,
8022 Zürich
www.svv.ch

ASSOCIATION SUISSE DES ANNONCEURS ASA

Löwenstrasse 55, Postfach 1776, 8021 Zürich
www.swa-asa.ch

INSTITUT SUISSE DE L'EMBALLAGE

Brückfeldstrasse 18, 3000 Bern 9
www.svi-verpackung.ch

SCIENCEINDUSTRIES

Nordstrasse 15, Postfach, 8021 Zürich
www.scienceindustries.ch

**SIAA SWISS INTERNATIONAL AIRPORTS
ASSOCIATION**

Postfach, 8058 Zürich-Flughafen
www.siaa.ch

**SIBA ASSOCIATION SUISSE DES COURTIERES
EN ASSURANCES**

Kreuzstrasse 42, 8008 Zürich
www.siba.ch

**SIMSA - SWISS INTERACTIVE MEDIA
AND SOFTWARE ASSOCIATION**

Postfach 1211, 8032 Zürich
www.simsa.ch

**SPEDLOGSWISS ASSOCIATION SUISSE
DES TRANSITAIRES ET DES ENTREPRISES
DE LOGISTIQUE**

Elisabethenstrasse 44, Postfach, 4002 Basel
www.spedlogswiss.com

SWICO

Hardturmstrasse 103, 8005 Zürich
www.swico.ch

SWISS CIGARETTE

Monbijoustrasse 14, Postfach 5236, 3001 Bern
www.swiss-cigarette.ch

SWISS CONVENIENCE FOOD ASSOCIATION

Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3006 Bern 6
www.swissfoodind.ch

SWISS ENGINEERING STV

Weinbergstrasse 41, 8006 Zürich
www.swissengineering.ch

SWISS FUNDS & ASSET MANAGEMENT

ASSOCIATION SFAMA
Dufourstrasse 49, Postfach, 4002 Basel
www.sfama.ch

SWISS RETAIL FEDERATION

Marktgassee 50, Postfach 575, 3000 Bern 7
www.swiss-retail.ch

**SWISSCABLE ASSOCIATION DE RÉSEAUX
DE TÉLÉCOMMUNICATION**

Kramgassee 5, Postfach 515, 3000 Bern 8
www.swisscable.ch

**SWISSCHAM ASSOCIATION OF SWISS FOREIGN
TRADE CHAMBERS**

Wiesenstrasse 10, Postfach 1073, 8032 Zürich
www.swisscham.ch

SWISS BIOTECH ASSOCIATION

Wengistrasse 7, 8004 Zürich
www.swissbiotech.org

SWISSELECTRIC

Seilerstrasse 3, Postfach 7950, 3001 Bern
www.swisselectric.ch

**SWISSHOLDINGS FÉDÉRATION DES GROUPES
INDUSTRIELS ET DE SERVICES EN SUISSE**

Nägeligasse 13, Postfach 402, 3000 Bern 7
www.swissholdings.ch

SWISSMEM

Kirchenweg 4, Postfach, 8032 Zürich
www.swissmem.ch

SWISSOLIO

Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3000 Bern 6

**SWISSPASTA ASSOCIATION DE L'INDUSTRIE
DES PÂTES ALIMENTAIRES**

Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3000 Bern 6

**SWISS PLASTICS, ASSOCIATION SUISSE DES
MATIÈRES PLASTIQUES**

Schachenallee 29 C, 5000 Aarau
www.swiss-plastics.ch

**SWISSPLAY ASSOCIATION DE L'INDUSTRIE SUISSE
DES AUTOMATES DE JEU**

Bahnhofzentrum, Postfach 10, 3000 Bern 6
www.swiss-play.ch

Membres

SWISSRAIL INDUSTRY ASSOCIATION

Effingerstrasse 8, 3001 Bern
www.swissrail.com

SWISS SHIPPERS' COUNCIL

57, avenue Ruchonnet, Case postale 1346,
1001 Lausanne
www.swiss-shippers.ch

**TÉLÉSUISSE ASSOCIATION DES TÉLÉVISIONS
RÉGIONALES SUISSES**

Via Carona 6, 6815 Melide
www.telesuisse.ch

CHAMBRE FIDUCIAIRE

Limmatquai 120, Postfach 1477, 8021 Zürich
www.treuhand-kammer.ch

TVS FÉDÉRATION TEXTILE SUISSE

Beethovenstrasse 20, Postfach 2900,
8022 Zürich
www.tv.s.ch

**USIC UNION SUISSE DES SOCIÉTÉS
D'INGÉNIEURS-CONSEILS**

Aarberggasse 16/18, 3011 Bern
www.usic.ch

**ASSOCIATION SUISSE DES PROPRIÉTAIRES
D'EMBRANCHEMENTS PARTICULIERS ET DE
WAGONS PRIVÉS**

Postfach 31, 8142 Uitikon Waldegg
www.cargorail.ch

ASSOCIATION DE L'INDUSTRIE GRAPHIQUE SUISSE

Schossaldenstrasse 20, 3006 Bern
www.druckindustrie.ch

ASSOCIATION SUISSE DE L'INDUSTRIE GAZIÈRE

Grütlistrasse 44, Postfach, 8027 Zürich
www.erdgas.ch

**ASSOCIATION DE L'INDUSTRIE SUISSE DU
FROMAGE FONDU**

Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6

**ASSOCIATION DE L'INDUSTRIE SUISSE DE
LA CELLULOSE, DU PAPIER ET DU CARTON**

Bergstrasse 110, Postfach, 8032 Zürich
www.zpk.ch

**ASSOCIATION SUISSE DE VENTE PAR
CORRESPONDANCE**

General Wille-Strasse 144, 8706 Meilen
www.vsv-versandhandel.ch

MÉDIAS SUISSES

Konradstrasse 14, Postfach, 8021 Zürich
www.schweizermedien.ch

ASSOCIATION DES RADIOS PRIVÉES SUISSES (VSP)

Speichergasse 37, 3011 Bern
www.vst-asrp.ch

**ASSOCIATION DES ENTREPRISES
ÉLECTRIQUES SUISSES**

Hintere Bahnhofstrasse 10, Postfach,
5001 Aarau
www.vse.ch

**ASSOCIATION SUISSE DES ENTREPRISES
À SUCCURSALES**

Frohburgstrasse 98, 8006 Zürich
www.vsf-schweiz.ch

**ASSOCIATION SUISSE DES ENTREPRENEURS
GÉNÉRAUX ASEG**

Effingerstrasse 13, 3011 Bern
www.vsgu.ch

**ASSOCIATION DES FABRICANTS SUISSES DE
GLACES ET CRÈMES GLACÉES**

Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3000 Bern 6
www.swissfoodind.ch

**ASSOCIATION DES FABRICANTS SUISSES DE
SOUPES ET SAUCES**

Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3000 Bern 6

UNION DES BANQUES CANTONALES SUISSES

Wallstrasse 8, Postfach, 4002 Basel
www.vskb.ch

**ASSOCIATION SUISSE DES BANQUES DE CRÉDIT
ET ÉTABLISSEMENTS DE FINANCEMENT**

Uraniastrasse 12, Postfach 3228, 8021 Zürich
www.vskf.org

**ASSOCIATION SUISSE DES SOURCES
D'EAUX MINÉRALES ET DES PRODUCTEURS
DE SOFT-DRINKS**

Engimattstrasse 11, Postfach 2124,
8027 Zürich
www.mineralwasser.ch

FÉDÉRATION SUISSE DES ÉCOLES PRIVÉES

Hotelgasse 1, Postfach, 3000 Bern 7
www.swiss-schools.ch

**ASSOCIATION SUISSE DES FABRICANTS
DE TUBES D'ACIER**

Rämistrasse 29, 8001 Zürich

**ASSOCIATION SUISSE DES GÉRANTS
DE FORTUNE ASG**

Bahnhofstrasse 35, 8001 Zürich
www.vsv-asg.ch

**ASSOCIATION DES SOCIÉTÉS SUISSES
DE PUBLICITÉ ASSP**

22, avenue Mon-Repos, Case postale 7203,
1002 Lausanne
www.vsw-assp.ch

ASSOCIATION DES SOCIÉTÉS ANONYMES PRIVÉES

St. Jakobs-Strasse 7, Postfach 2879,
4002 Basel
www.vpag.ch

ASSOCIATION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE SUISSE

Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6
www.milchindustrie.ch

GROUPEMENT DES VERRERIES SUISSES

Schützenmattstrasse 266, Postfach,
8180 Bülach

**ASSOCIATION DES FABRICANTS SUISSES
D'ALIMENTS DIÉTÉTIQUES ET SPÉCIAUX**

Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3000 Bern 6

**VEREINIGUNG SCHWEIZERISCHER UNTERNEHMEN
IN DEUTSCHLAND**

Gellertstrasse 18, 4052 Basel
www.vsud.ch

**VIPS ASSOCIATION DES ENTREPRISES
PHARMACEUTIQUES EN SUISSE**

Baarerstrasse 2, Postfach 4856, 6304 Zug
www.vips.ch

**VISCOM ASSOCIATION SUISSE POUR
LA COMMUNICATION VISUELLE**

Speichergasse 35, Postfach 678, 3000 Bern 7
www.viscom.ch

VSIG COMMERCE SUISSE

Güterstrasse 78, Postfach 656, 4010 Basel
www.vsig.ch

**VQF VEREIN FÜR QUALITÄTSSICHERUNG
VON FINANZDIENSTLEISTUNGEN**

Baarerstrasse 112, Postfach, 6302 Zug
www.vqf.ch

**MEMBRES INDIVIDUELS
ET AUTRES ORGANISATIONS**

ACCENTURE SA

Fraumünsterstrasse 16, Postfach, 8022 Zürich
www.accenture.ch

ADECCO MANAGEMENT & CONSULTING SA

Sägereistrasse 10, Postfach, 8152 Glattbrugg
www.adecco.com

ALPIQ HOLDING SA

Bahnhofquai 12, 4601 Olten
www.alpiq.com

AXPO HOLDING AG

Parkstrasse 23, Postfach, 5401 Baden
www.axpo.ch

BIBUS HOLDING AG

Allmendstrasse 26, 8320 Fehraltorf
www.bibus.ch

BKW FMB ENERGIE AG

Viktoriaplatz 2, Postfach, 3000 Bern 25
www.bkw-fmb.ch

CAPITAL INTERNATIONAL SA

3, place des Bergues, 1201 Genève
www.capgroup.com

CEMBRA MONEY BANK AG

Bändliweg 20, 8048 Zürich
www.cembra.ch

CENTRALSCHWEIZERISCHE KRAFTWERKE AG

Hirschengraben 33, Postfach, 6002 Luzern
www.ckw.ch

CHEMOLIO HOLDING AG

Seehofstrasse 6, 8008 Zürich

CHOCOLADEFABRIKEN LINDT & SPRÜNGLI (SCHWEIZ) AG

Seestrasse 204, 8802 Kilchberg ZH
www.lindt.com/switzerland

CLEAR CHANNEL PLAKANDA GMBH

Beckenhofstrasse 6, 8006 Zürich
www.plakat.ch

CLS COMMUNICATION AG

Sägereistrasse 33, 8152 Glattbrugg-Zürich
www.cls-communication.com

COMPARIS.CH

Stampfenbachstrasse 48, 8006 Zürich
www.comparis.ch

DESCO VON SCHULTHESS HOLDING AG

Brandschenkestrasse 2, 8001 Zürich
www.desco-group.com

DKSH HOLDING AG

Wiesenstrasse 8, Postfach 888, 8034 Zürich
www.dksh.com

EBAY INTERNATIONAL AG

Helvetiastrasse 15/17, Postfach 133,
3000 Bern 6
www.ebay.com

F. HOFFMANN-LA ROCHE AG

Postfach, 4070 Basel
www.roche.com

FIRMENICH SA

7, rue de la Bergère, Case postale 148,
1217 Meyrin
www.firmenich.com

FRUTIGER SA

Frutigenstrasse 37, Postfach 2160, 3601 Thun
www.frutiger.com

GALENICA SA

Untermattweg 8, Postfach, 3001 Bern
www.galenica.ch

GIVAUDAN SUISSE SA

5, chemin de la Parfumerie, 1214 Vernier
www.givaudan.com

GOOGLE SWITZERLAND GMBH

Brandschenkestrasse 110, 8002 Zürich
www.google.ch

HAPIMAG

Neuhofstrasse 8, 6349 Baar
www.hapimag.com

IBM SUISSE SA

Vulkanstrasse 106, Postfach, 8010 Zürich
www.ibm.com

IKEA SA

Grüssenweg 15, 4133 Pratteln
www.ikea.com

IMPLENIA MANAGEMENT SA

Industriestrasse 24, 8305 Dietlikon
www.implenia.com

KABELWERKE BRUGG AG HOLDING

Industriestrasse 21, 5201 Brugg AG
www.brugg.com

KUDELSKI GROUP

22-24, route de Genève, Case postale 134,
1033 Cheseaux
www.nagra.com

KPMG SA

Badenerstrasse 172, 8026 Zürich
www.kpmg.ch

MAUS FRÈRES SA

6, rue de Cornavin, Case postale 1880
1211 Genève 1
www.maus.ch

MCKINSEY & COMPANY, INC. SWITZERLAND

Hotelstrasse, Postfach, 8060 Zürich
www.mckinsey.ch

MICROSOFT SCHWEIZ GMBH

Richtistrasse 3, 8304 Wallisellen
www.microsoft.com/switzerland

PFISTER MEUBLES SA

Bernstrasse Ost 49, Postfach, 5034 Suhr
www.pfister.ch

NESTLÉ SUISSE S.A.

10, rue d'Entre-Deux-Villes, Case postale 352,
1800 Vevey
www.nestle.ch

NOVARTIS INTERNATIONAL SA

Postfach, 4002 Basel
www.novartis.com

OMYA (SUISSE) SA

Baslerstrasse 42, Postfach 32, 4665 Oftringen
www.omya.com

OTTO BEISHEIM HOLDING GMBH

Neuhofstrasse 4, 6340 Baar
www.beisheim.ch

PHILIP MORRIS INTERNATIONAL MANAGEMENT SA

50, avenue de Rhodanie, Case postale 1171,
1007 Lausanne
www.philipmorrisoninternational.com

PRICEWATERHOUSECOOPERS SA

Birchstrasse 160, Postfach, 8050 Zürich
www.pwc.ch

PRIVATKLINIKGRUPPE HIRSLANDEN

Seefeldstrasse 214, 8008 Zürich
www.hirslanden.ch

PROCTER & GAMBLE EUROPE SA

47, route de Saint-Georges, 1213 Petit-Lancy 1
www.pg.com

PUBLIGROUPE S.A.

22, avenue Mon-Repos, Case postale 7203,
1002 Lausanne
www.publigroupe.com

ROLAND BERGER AG STRATEGY CONSULTANTS

Holbeinstrasse 22, 8008 Zürich
www.rolandberger.ch

SCHUBARTH + CO AG

Lange Gasse 90, Postfach, 4002 Basel
www.schubarth.ch

SIX GROUP SA

Selnaustrasse 30, Postfach 1758, 8021 Zürich
www.six-group.ch

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SURVEILLANCE SA

1, place des Alpes, Case postale 2152,
1211 Genève 1
www.sgs.com

FONDATION PME NEXT

Schwarztorstrasse 26, Postfach, 3001 Bern
www.kmunext.ch

SUNRISE COMMUNICATIONS SA

Hagenholzstrasse 20/22, 8050 Zürich
www.sunrise.ch

SWISS INTERNATIONAL AIR LINES SA

Postfach, 4002 Basel
www.swiss.com

SWISSCOM SA

Alte Tiefenauerstrasse 6, Postfach, 3050 Bern
www.swisscom.ch

TRANSOCEAN LTD.

Turmstrasse 30, 6300 Zug
www.deepwater.com

VALE INTERNATIONAL

29, route de Pallatex, 1126 St-Prex
www.vale.com

VOLKSWIRTSCHAFTSDIREKTION DES KANTONS ZÜRICH

Walchestrasse 19, Postfach, 8090 Zürich
www.awa.zh.ch

WORLD ECONOMIC FORUM WEF

91-93, route de la Capite, 1223 Cologny
www.weforum.org

État: juin 2014

Comité directeur

PRÉSIDENT

1 HEINZ KARRER

Président, economie suisse, Zurich

VICE-PRÉSIDENTS

2 PATRICK ODIER

Président, Association suisse des banquiers, Bâle

3 CHRISTOPH MÄDER

Président, science industries, Zurich

4 HANS HESS

Président, Swissmem, Zurich



TRÉSORIER

5 ROLF DÖRIG

Président du conseil d'administration, Swiss Life Holding AG et Adecco S.A., Zurich

AUTRES MEMBRES

6 **URS BERGER**, président, Association Suisse d'Assurances (ASA), Zurich

7 **GUGLIELMO L. BRENTEL**, président, hotellerie suisse, Berne 8 **WERNER HUG**, président du conseil d'administration, Hug AG, Malters 9 **GOTTLIEB A. KELLER**, membre de la direction du groupe, F. Hoffmann-La Roche SA, Bâle 10 **CHRISTOPH LINDENMEYER**, président du conseil d'administration, Schindler Management SA, Ebikon 11 **HANSUELI LOOSLI**, président du conseil d'administration, Swisscom SA, Worblaufen 12 **HANSPETER RENTSCH**, membre de la direction du groupe, The Swatch Group SA, Bienne 13 **URS ROHNER**, président du conseil d'administration, Credit Suisse Group SA, Zurich 14 **BERNARD RÜEGER**, président, Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie - CVCI, Lausanne

15 **HANS E. SCHWEICKARDT**, président du conseil d'administration, ALPIQ Holding SA, Lausanne 16 **ROLF SOIRON**, président du conseil d'administration, Lonza SA, Bâle

17 **OLIVIER STEIMER**, président du conseil d'administration, Banque Cantonale Vaudoise, Lausanne 18 **CHRISTOPH TOBLER**, CEO, Sefar Holding SA, Thal 19 **VALENTIN VOGT**, président, Union patronale suisse, Zurich



Comité



1 MICHAEL AGORAS, country manager Switzerland, Adecco Ressources Humaines SA, Glattbrugg **2 HEINZ BAUM**, CEO, Loeb SA, Berne **3 ANDREAS BURCKHARDT**, président du conseil d'administration, Bâloise Holding SA, Bâle

4 PH. OLIVIER BURGER, président du conseil d'administration et CEO, PKZ Burger-Kehl & Co. SA, Urdorf

5 DOMINIK BÜRGY, président, Chambre fiduciaire, Zurich

6 CHRISTIAN CASAL, directeur, McKinsey Suisse, Zurich aéroport

7 ALEARDO CATTANEO, CEO et délégué du conseil d'administration, Ferriere Cattaneo SA, Giubiasco **8 HANS-PETER DOMANIG**, président, Association suisse des entrepreneurs généraux, ASEG, Berne

9 FELIX R. EHRAT, membre de la direction du groupe, Novartis, Bâle

10 CAROLINE FORSTER, CEO, Inter-Spitzen AG, St-Gall **11 WALTER FREY**, président du conseil d'administration, Emil Frey SA, Zurich

12 DAVID P. FRICK, membre de la direction du groupe, Nestlé Suisse S.A., Vevey

13 LUKAS GÄHWILER, CEO UBS Suisse, UBS SA, Zurich **14 BRUNO GEHRIG**, président du conseil d'administration de Swiss International Air Lines SA, Zurich aéroport **15 WERNER GEISSLER**, vice chairman, Procter & Gamble Company, Cincinnati

16 SIEGFRIED GERLACH, CEO et délégué du conseil d'administration, Siemens Suisse SA, Zurich **17 ROLF HARTL**, président, Union pétrolière UP, Zurich **18 THOMAS ISLER**, président du conseil d'administration, Gessner AG, Wädenswil

19 ALBERT KAUFMANN, general counsel, member of the group's management committee, Richemont International SA, Bellevue

20 CHRISTIAN KELLER, président du conseil d'administration, IBM Suisse SA, Zurich

21 DANIEL KNECHT, président, Aargauische Industrie- und Handelskammer, Aarau

22 DOMINIK KOEHLIN, président du conseil d'administration, Sunrise Communications SA, Zurich **23 ANDREAS KOOPMANN**, président du conseil d'administration, Georg Fischer SA, Schaffhouse **24 ANDRÉ KUDELSKI**, président et CEO, Kudelski Group, Cheseaux-sur-Lausanne

25 AXEL P. LEHMANN, chief risk officer, Zurich Insurance Group SA, Zurich

26 KARIN LENZLINGER, présidente, Zürcher Handelskammer, Zurich

27 HAJO LEUTENEGER, président, Association Suisse de l'Industrie Gazière, Zoug

Comité

28 ULRICH JAKOB LOOSER, partenaire, BLR & Partners SA, Thalwil **29 BERNHARD LUDWIG**, président, Union du commerce et de l'industrie du canton de Berne UCI, Utzenstorf
30 REMO LÜTOLF, président de la direction, ABB Suisse SA, Baden

31 BLAISE MATTHEY, directeur général, Fédération des Entreprises Romandes Genève, Genève **32 DIDIER MAUS**, président, Maus Frères SA, Genève **33 ALAIN MARIETTA**, directeur général, Metalem SA, Le Locle

34 WERNER MESSMER, président, Société Suisse des Entrepreneurs, Zurich
35 ROGER NEININGER, CEO, KPMG SA, Zurich
36 MARKUS R. NEUHAUS, président du conseil d'administration, PricewaterhouseCoopers SA, Zurich

37 RUEDI NOSER, conseiller national, président, ICT Switzerland, Berne **38 JEAN-MARC PROBST**, président, Commerce Suisse, Bâle
39 HANS-PETER ROHNER, chairman of the Board et CEO, PubliGroupe S.A., Lausanne

40 KURT ROHRBACH, président, Association des entreprises électriques suisses, Aarau
41 HUUB SAVELKOULS, vice-président Fiscal Affairs & International Trade, Philip Morris International Management SA, Lausanne
42 MARTIN SCHOLL, président de la direction générale/CEO, Zürcher Kantonalbank, Zurich

43 ROLF SCHWEIGER, président, Fédération des Industries Alimentaires Suisses FIAL, Berne **44 THOMAS STAEHELIN**, président, Handelskammer beider Basel, Bâle
45 FRANZISKA A. TSCHUDI SAUBER, CEO, WICOR Holding AG, Rapperswil (SG)

46 KASPAR E.A. WENGER, CEO, Holcim (Suisse) SA, Zurich **47 JÜRIG WERNER**, président de la direction, V-ZUG SA, Zoug **48 HANS WICKI**, président, Industrie und Handelskammer Zentralschweiz, Lucerne

49 OLE WIESINGER, CEO, Privatklinikgruppe Hirslanden, Zurich



Commissions et groupes de travail

ÉCONOMIE EXTÉRIEURE



BERNARD RÜEGER
(président)

JAN ATTESLANDER

GROUPE DE TRAVAIL GRECO
Jan Atteslander

GROUPE DE TRAVAIL OMC
Jan Atteslander

**GROUPE DE TRAVAIL DOUANE ET
RÈGLES D'ORIGINE**
Sandra Ruckstuhl

GROUPE AD HOC ALE AVEC L'INDE
Jan Atteslander

GROUPE AD HOC ALE AVEC LA CHINE
Rudolf Minsch

GROUPE AD HOC ALE AVEC RUBEKA
Jan Atteslander

**GROUPE DE TRAVAIL OUVERTURE
DU MARCHÉ AGRICOLE**
Stefan Vannoni

CONCURRENCE



WERNER HUG
(président)

THOMAS PLETSCHER

**GROUPE DE TRAVAIL ÉTAT
ET CONCURRENCE**
Thomas Pletscher

**GROUPE D'EXPERTS PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE**
Marlis Henze

GROUPE DE TRAVAIL SWISSNESS
Marlis Henze

**GROUPE DE TRAVAIL DROITS
D'AUTEUR**
Marlis Henze

GROUPE DE TRAVAIL SANTÉ
Fridolin Marty

RÉGLEMENTATION



DAVID P. FRICK
(président)

ERICH HERZOG

**COMITÉ DE LA COMMISSION
RÉGLEMENTATION**
David P. Frick (président)
Erich Herzog

**GROUPE DE TRAVAIL
RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS
FINANCIERS**
Erich Herzog

**GROUPE DE TRAVAIL PROTECTION
DES DONNÉES**
Marlis Henze

GROUPE DE TRAVAIL CODE SUISSE
Erich Herzog

**GROUPE DE TRAVAIL POLITIQUE
TERRITORIALE**
Thomas Teichmüller

**GROUPE D'EXPERTS POLITIQUE
DE LA CONSOMMATION**
Marlis Henze

ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT



REMO LÜTOLF
(président)

KURT LANZ

**GROUPE DE TRAVAIL POLITIQUE
CLIMATIQUE**
Urs Näf

**GROUPE DE TRAVAIL ÉCONOMIE,
TECHNIQUE, ENVIRONNEMENT**
Kurt Lanz

**GROUPE DE TRAVAIL NOUVELLE
POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE**
Urs Näf/Kurt Lanz

**GROUPE DE TRAVAIL PRIX DE
L'ÉLECTRICITÉ**
Urs Näf

**GROUPE DE TRAVAIL MARCHÉ
DE L'ÉLECTRICITÉ**
Urs Näf

FINANCES ET FISCALITÉ



THOMAS STAEHELIN
(président)

FRANK MARTY

GROUPE DE TRAVAIL TVA
Frank Marty

**GROUPE DE TRAVAIL RÉFORME
DE L'IMPOSITION DES ENTREPRISES**
Frank Marty

**GROUPE DE TRAVAIL IMPÔTS
SUR LES SUCCESSIONS**
Sandra Spieser

**GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ÉCHANGE
DE DONNÉES FINANCIÈRES
À DES FINS FISCALES**
Sandra Spieser

FORMATION ET RECHERCHE



ULRICH JAKOB LOOSER
(président)

RUDOLF MINSCH

**GROUPE DE TRAVAIL FORMATION
ET SCOLARITÉ OBLIGATOIRE**
Stefan Vannoni

INFRASTRUCTURES



GUGLIELMO L. BRENTEL
(président)

KURT LANZ

GROUPE DE TRAVAIL AVIATION
Kurt Lanz

GROUPE DE TRAVAIL POSTE
Sarah Frey

GROUPE DE TRAVAIL RAIL ET ROUTE
Marcus Hassler

GROUPE DE TRAVAIL NAVIGATION
Handelskammer beider Basel

**GROUPE DE TRAVAIL
TÉLÉCOMMUNICATIONS ET TIC**
Kurt Lanz

GROUPE DE TRAVAIL QUESTIONS CONJONCTURELLES

RUDOLF MINSCH

COMMUNICATION

**COMITÉS DE PILOTAGE
GROUPE DE TRAVAIL CAMPAGNES**
Roberto Colonnello

SUISSE ROMANDE

FORUM ROMAND
Cristina Gaggini

COMITÉ ROMAND
Cristina Gaggini

Comité des directeurs

PRÉSIDENT

RUDOLF MINSCH

Président de la direction a.i.,
economiesuisse



MEMBRES

1 LUCA ALBERTONI, directeur, Camera di commercio dell'industria e dell'artigianato del cantone Ticino **2 CLAUDINE AMSTEIN**, directrice, Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie **3 PETER DIETRICH**, directeur, Swissmem



4 LUCIUS DÜRR, directeur, Association Suisse d'Assurances **5 MICHAEL FRANK**, directeur, Association des entreprises électriques suisses **6 MAX FRITZ**, directeur, Association de l'industrie suisse de la cellulose, du papier et du carton



7 CHRISTOPH JUEN, CEO, hotelleriesuisse
8 ANDRES KÄLIN, directeur, ICT Switzerland
9 MARIUS KLAUSER, directeur, Chambre fiduciaire



10 DANIEL LEHMANN, directeur, Société Suisse des Entrepreneurs **11 ANASTASIA LI-TREYER**, directrice, Promarca Union suisse de l'article de marque **12 PETER LÜSCHER**, directeur, Aargauische Industrie- und Handelskammer AIHK



13 CLAUDE-ALAIN MARGELISCH, président de la direction, Association suisse des banquiers
14 BEAT MOSER, directeur, scienceindustries
15 ROLAND MÜLLER, directeur, Union patronale suisse



16 JEAN-DANIEL PASCHE, président, Fédération de l'industrie horlogère suisse FH
17 VINCENT RIESEN, directeur, Chambre valaisanne de commerce et d'industrie
18 FRANZ SALADIN, directeur, Handelskammer beider Basel



19 FRANZ U. SCHMID, co-directeur, Fédération des Industries Alimentaires Suisses FIAL **20 GEORGES SPICHER**, directeur, cemsuisse **21 ADRIAN WYSS**, directeur, Swiss Retail Federation SRF



Direction



De gauche à droite :
Jan Atteslander, Frank Marty, Thomas Pletscher, Rudolf Minsch, Kurt Lanz, Cristina Gaggini, Roberto Colonnello

Composition de la direction :

RUDOLF MINSCH

Président de la direction a.i.

JAN ATTESLANDER

Relations économiques extérieures

ROBERTO COLONNELLO

Communication et campagnes a.i.

CRISTINA GAGGINI

Communication Suisse romande et Tessin

KURT LANZ

Infrastructures, énergie et environnement

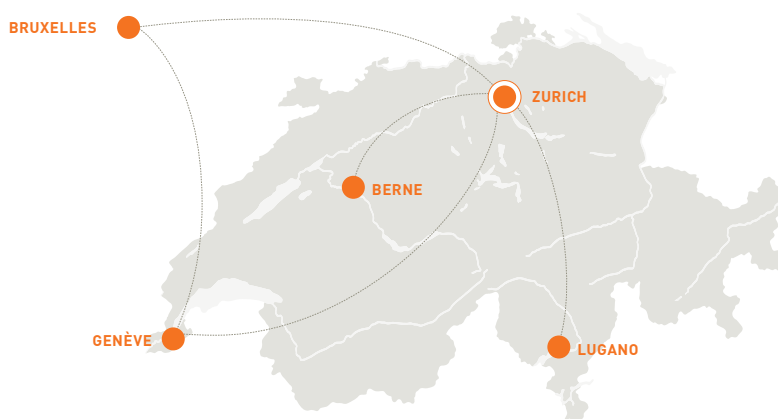
FRANK MARTY

Finances et fiscalité

THOMAS PLETSCHER

Concurrence et réglementation

Sièges



ZÜRICH

Responsable : Rudolf Minsch

(jusqu'au 31 août 2014 a.i.)

Monika Rühl

(à partir du 1^{er} septembre 2014)

economiesuisse
 Verband der Schweizer Unternehmen
 Hegibachstrasse 47
 Postfach
 CH-8032 Zürich

Téléphone : +41 44 421 35 35

Fax : +41 44 421 34 34

info@economiesuisse.ch

www.economiesuisse.ch

BERNE

Responsable : Susanne Brunner

economiesuisse
 Verband der Schweizer Unternehmen
 Spitalgasse 4
 Postfach 304
 CH-3000 Bern 7

Téléphone : +41 31 311 62 96

Fax : +41 31 312 53 50

bern@economiesuisse.ch

GENÈVE

Responsable : Cristina Gaggini

economiesuisse
 Fédération des entreprises suisses
 1, carrefour de Rive
 Case postale 3684
 CH-1211 Genève 3

Téléphone : +41 22 786 66 81

Fax : +41 22 786 64 50

geneve@economiesuisse.ch

www.economiesuisse.ch/fr

LUGANO

Responsable : Angelo Geninazzi

economiesuisse
 Federazione delle imprese svizzere
 Corso Elvezia 16
 Casella postale 5563
 CH-6901 Lugano

Téléphone : +41 91 922 82 12

Fax : +41 91 923 81 68

lugano@economiesuisse.ch

www.economiesuisse.ch/it

BRUXELLES

Responsable : François Baur

economiesuisse
 Swiss Business Federation
 168, avenue de Cortenberg
 B-1000 Bruxelles

Téléphone : +32 2 280 08 44

Fax : +32 2 280 06 99

bruxelles@economiesuisse.ch

Contacts nationaux et internationaux

Agence de l'énergie pour l'économie

L'Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEC) est le partenaire clé pour mettre en œuvre une politique climatique et d'efficacité énergétique adaptée aux besoins des entreprises. Elle conseille et accompagne des sociétés de toutes les branches et de toutes tailles dans leurs efforts de réduction des émissions de CO₂ et d'accroissement de leur efficacité énergétique. L'AEnEC se focalise sur des mesures économiquement rentables et taillées en fonction des spécificités de chaque entreprise. En participant au système de gestion énergétique de l'AEnEC, les entreprises satisfont en outre les obligations légales introduites par la Confédération (lois sur le CO₂ et l'énergie) et les cantons (article sur les gros consommateurs). Les quelque 3000 entreprises qui utilisent des produits et outils de l'AEnEC pour gérer leur énergie apportent une contribution décisive au respect des objectifs de politique climatique et énergétique de la Suisse.

L'AEnEC tire un bilan positif de la première période d'application de la loi sur le CO₂. Celle-ci a obligé l'économie à réduire ses émissions de CO₂ liées à l'utilisation de combustibles fossiles de 15 % par rapport à 1990. Par la mise en œuvre de mesures rentables, les entreprises ont globalement fait reculer les émissions de pas moins de 25 %. Celles qui participent au système de gestion énergétique de l'AEnEC ont donc nettement dépassé leur objectif en termes de réduction.

Grâce à un développement proactif des outils de l'AEnEC et à sa vaste expérience, la transition vers les nouvelles dispositions législatives a eu lieu sans accrocs. À la mi-mai 2013, la Confédération avait lancé un appel d'offres, soumis aux normes de l'OMC, portant sur l'appui et le conseil d'entreprises pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de conventions d'objectifs ainsi que pour l'exonération de la taxe sur le CO₂. Au final, elle a prolongé sa collaboration avec l'AEnEC à qui elle confie la mise en œuvre de l'ensemble des prestations. Avec ses produits, services et outils certifiés ISO-50001 et reconnus par la Confédération, l'AEnEC est idéalement placée pour exécuter la loi. En tant que partenaire de l'économie, elle poursuivra la mise en œuvre des législations sur le CO₂ et sur l'énergie de manière engagée, afin que l'économie suisse atteigne ses objectifs en termes de CO₂ et d'efficacité énergétique pour la période de 2013 à 2020.

www.aenec.ch

BUSINESSEUROPE

L'association faîtière de l'économie européenne, BUSINESS-EUROPE, défend les intérêts de 41 fédérations industrielles et d'employeurs appartenant à plus de 35 pays européens.

economiesuisse et l'Union patronale suisse en sont membres à part entière. Sa large assise fait de BUSINESS-EUROPE la voix de l'économie en Europe. Cette association travaille à promouvoir des réformes du droit économique favorables à la croissance et à l'intégration des marchés. Enfin, elle s'engage pour l'efficacité des pouvoirs publics, la lutte contre le protectionnisme, une politique énergétique durable et des réformes des systèmes sociaux européens.

www.businessseurope.eu

ICC

Créée en 1919, la Chambre de commerce internationale (ICC) représente les intérêts de l'ensemble de l'économie privée à l'échelle mondiale. Elle s'emploie à suivre et à influencer sur le développement des différentes réglementations internationales. ICC élabore également des normes et des règles destinées à faciliter les transactions commerciales internationales et fournit des informations pratiques sur le commerce et les investissements. Ses institutions indépendantes, comme la Cour internationale d'arbitrage, mais aussi les services de prévention des délits commerciaux « Commercial Crime Service » facilitent les échanges et les investissements. Les activités menées avec le G20 revêtent une importance particulière. Seize commissions d'experts représentant tous les secteurs économiques travaillent dans le monde à la mise en place de conditions-cadre favorables aux entreprises. La lutte contre la criminalité économique constitue aussi une priorité. economiesuisse assure le secrétariat d'ICC Suisse et s'occupe du réseau suisse du Pacte mondial de l'ONU.

www.icc-switzerland.ch

BIAC

Le Comité consultatif économique et industriel de l'OCDE (BIAC) a pour mission la défense des intérêts de l'économie auprès de l'OCDE. Fondé en 1962 en même temps que l'OCDE, le BIAC est soutenu par les associations faîtières de l'économie et par les organisations d'employeurs de tous les pays de l'OCDE. La Suisse y est représentée uniquement via economiesuisse et l'Union patronale suisse. ICC comme BIAC donnent à l'économie suisse la possibilité d'exercer son influence à l'échelle internationale. Dans une période où la réglementation augmente en raison de la crise financière, ces organes offrent un moyen important de faire entendre la voix de l'économie suisse.

www.biac.org

Activités

De juillet 2013 à juin 2014



POLITIQUE ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

CONSULTATIONS

Politique économique générale

Législation relative aux denrées alimentaires génétiquement modifiées (31 mars 2014)

Politique économique générale

Ordonnance sur les liquidités : un « Swiss finish » est inutile (28 mars 2014)

PRISE DE POSITION/ÉTUDE

Politique économique générale

Importance de la libre circulation des personnes selon les branches : résultats d'une enquête auprès des entreprises (en allemand) (16 décembre 2013)

DOSSIER POLITIQUE

Politique économique générale

Salaires minimums sous la loupe (25 novembre 2013)

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Politique économique générale

Perspectives conjoncturelles : solides, mais sans euphorie (2 juin 2014)

Politique économique générale

Enquête BAK Basel : la libre circulation des personnes est vitale pour de nombreuses entreprises suisses (16 décembre 2013)

Politique économique générale

Refus net de l'initiative sur les salaires minimums (11 décembre 2013)

Conjoncture

La reprise en Europe se traduit par une croissance robuste en Suisse (2 décembre 2013)

Conjoncture

Sentiment face à l'économie suisse : optimisme malgré la crise persistante dans la zone euro (24 octobre 2013)

Politique économique générale

Refus net d'une politique migratoire bureaucratique (27 septembre 2013)

CONFÉRENCE DE PRESSE

Conjoncture

Situation conjoncturelle et perspectives pour 2014 (2 décembre 2013)



ÉCONOMIE EXTÉRIEURE

CONSULTATION

Suisse – UE

Protocole III concernant l'extension de l'accord sur la libre circulation des personnes du 21 juin 1999 à la Croatie (29 novembre 2013)

DOSSIER POLITIQUE

Relations économiques bilatérales

Accord de libre-échange avec la Chine (version actualisée) : un jalon important pour les entreprises suisses (1^{er} juillet 2014)

Économie extérieure, Suisse – UE

L'initiative sur l'immigration met en péril les accords bilatéraux (18 novembre 2013)

Relations économiques bilatérales

Accord de libre-échange avec la Chine : un jalon important pour les exportateurs suisses (6 juillet 2013)

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Économie extérieure, Suisse – UE

Le Conseil fédéral n'utilise pas la marge de manœuvre que lui offre la Constitution (20 juin 2014)

Suisse – UE

Réactions hâtives et contre-productives de l'UE (17 février 2014)

Relations économiques bilatérales

Le peuple suisse demande la réintroduction de contingents (9 février 2014)

Relations économiques bilatérales

L'initiative contre l'immigration de masse crée des problèmes sans proposer de solutions (6 janvier 2014)

Relations économiques bilatérales

L'économie suisse rejette fermement l'initiative isolationniste de l'UDC (19 décembre 2013)

Économie extérieure, Suisse – UE

Un avis de droit le montre clairement : l'initiative de l'UDC recèle de grands risques pour la voie bilatérale (21 novembre 2013)

Économie extérieure, Suisse – UE

Refus net d'une politique migratoire bureaucratique (27 septembre 2013)

MANIFESTATIONS

Relations économiques bilatérales

Séance d'information sur l'accord de libre-échange avec la Chine destinée aux membres (16 juin 2014)

Économie extérieure

Corée du Sud-Suisse, Business Forum à Berne (20 janvier 2014)

MANIFESTATIONS À BRUXELLES

Énergie

« L'Agence de l'énergie pour l'économie : comment augmenter l'efficacité énergétique dans les entreprises », à Luxembourg (21 novembre 2013)

Formation

Manifestation de l'organisation patronale et économique espagnole CEOE sur le chômage des jeunes, au Parlement européen, en présence d'experts suisses qui ont présenté le système dual de formation et le rapport coût-utilité pour les entreprises (25 juin 2013)

Suisse – UE

« Happy Swiss Hour », espace de réseautage destiné à des représentants d'entreprises suisses et des représentations à Bruxelles et cadre propice aux contacts personnels avec des institutions européennes (Commission européenne, Conseil, Parlement) et des représentants d'organisations économiques européennes (3^e mardi du mois)



FISCALITÉ

PRISE DE POSITION/ÉTUDE

Fiscalité des entreprises

Fiscalité des entreprises suisses : défis et solutions (juin 2013)

DOSSIER POLITIQUE

Fiscalité des entreprises

Réforme de l'imposition des entreprises III : maintenir le niveau des recettes (16 juin 2014)

Redistribution, fiscalité

L'impôt national sur les successions fait surtout des perdants (26 mai 2014)

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Fiscalité des entreprises

Réussir la réforme de l'imposition des entreprises encore plus urgent (11 mars 2014)

Fiscalité des entreprises

Une réforme de la fiscalité des entreprises efficace et acceptable politiquement est nécessaire (19 décembre 2013)

Fiscalité

Une expérience dangereuse pour les entreprises familiales, l'AVS et les cantons (13 décembre 2013)

Imposition des personnes physiques

Impôt sur les successions et les donations : nuisible et inutile (13 septembre 2013)



FINANCES

CONSULTATION

Finances en général, tâches de l'État, finances publiques

Réforme de la prévoyance vieillesse : propositions de l'économie (25 mars 2014)

PRISE DE POSITION/ÉTUDE

Finances en général

Les citoyens suivent la politique de près. Rapport final sur le « Moniteur financier 2013 » (en allemand) (11 juillet 2013)

DOSSIER POLITIQUE

Finances en général, finances publiques

Rapport sur l'évaluation de l'efficacité de la RPT : objectif atteint, mais débat nécessaire (5 mai 2014)

Finances en général, finances publiques

Finances publiques : gros risques en perspectives en l'absence de priorités (11 novembre 2013)

Finances en général

Moniteur financier 2013 : les citoyens pour une politique financière conservatrice (11 juillet 2013)

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Finances en général, tâches de l'État

Prévoyance vieillesse : le Conseil fédéral compromet sa propre réforme (25 juin 2014)

Finances en général

Réforme de la prévoyance vieillesse : l'économie a des solutions pour des rentes sûres (25 mars 2014)

Finances en général

Les citoyens suivent la politique financière de près. Résultats du moniteur financier 2013 (11 juillet 2013)



INFRASTRUCTURES

CONSULTATIONS

Infrastructures en général, télécommunications/informatique

Projets d'ordonnance relatifs à la LTC (22 avril 2014)

Télécommunications/informatique

Modification de l'ordonnance sur les services de télécommunication (15 avril 2014)

Infrastructures en général

Projets d'agglomération de deuxième génération (30 octobre 2013)

Infrastructures en général, rail

Réponse à l'audition sur le rapport final du groupe d'experts chargé de l'organisation de l'infrastructure ferroviaire (13 septembre 2013)

Infrastructures en général, route

Arrêté fédéral sur le deuxième programme en vue de l'élimination de goulets d'étranglement sur le réseau de routes nationales et l'allocation de moyens (6 août 2013)

Infrastructures en général

economiesuisse lance un groupe de travail « Politique territoriale » (1^{er} juillet 2013)

PRISE DE POSITION/ÉTUDE

Route

Étude sur un partenariat public-privé pour la traversée du lac à Genève (11 septembre 2013)

DOSSIER POLITIQUE

Route

Le ppp, une alternative pour financer des projets routiers ? L'exemple de la traversée du lac (11 septembre 2013)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Route

Le ppp, une alternative pour financer des projets routiers ? L'exemple de la traversée du lac (11 septembre 2013)

Activités

De juillet 2013 à juin 2014



ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT

CONSULTATIONS

Énergie et environnement en général

Conférence-audition pour la modification de l'ordonnance sur l'énergie (7 mai 2014)

Énergie et environnement en général

Rapport «Évaluation des risques de l'approvisionnement en gaz en Suisse» (30 avril 2014)

Énergie et environnement en général

Modification de l'ordonnance sur le CO₂ (28 mars 2014)

Environnement

Recommandations de l'OFEV sur les déclarations environnementales de produits (28 février 2014)

Énergie et environnement en général

Audition relative à l'ordonnance sur le CO₂ (17 janvier 2014)

Énergie et environnement en général

Adaptation de l'ordonnance sur l'énergie (2 décembre 2013)

Énergie et environnement en général

Révision de l'ordonnance sur le fonds de désaffectation et sur le fonds de gestion (21 novembre 2013)

Environnement

Révision de la loi sur la protection de l'environnement (1^{er} octobre 2013)

Énergie et environnement en général

Révision de l'ordonnance sur la restitution, la reprise et l'élimination des appareils électriques et électroniques (6 septembre 2013)

Énergie et environnement en général

Révision de l'ordonnance sur les mouvements de déchets (15 juillet 2013)

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Énergie et environnement en général

«Économie verte» oui, économie planifiée non (13 février 2014)

Taxation de l'énergie

Énergie : un système incitatif est envisageable à certaines conditions (13 décembre 2013)

STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE

Stratégie énergétique : un petit pas seulement dans la bonne direction (4 septembre 2013)

STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE

Politique énergétique : les propositions d'économiesuisse (2 septembre 2013)



FORMATION ET RECHERCHE

CONSULTATIONS

Hautes écoles

Prise de position sur la Conférence suisse des hautes écoles (9 avril 2014)

Scolarité obligatoire

Plan d'études 21 (20 décembre 2013)

Recherche et technologie, innovation

Révision totale de l'ordonnance sur la recherche et l'encouragement de l'innovation (23 juillet 2013)



RÉGLEMENTATION

CONSULTATIONS

Réglementation en général

Révision de l'ordonnance sur la protection contre le bruit (5 juin 2014)

Droit des sociétés et gouvernance d'entreprise

Révision de la directive concernant les informations relatives à la Corporate governance (DCG) de SIX Swiss Exchange (2 juin 2014)

Droit des sociétés et gouvernance d'entreprise

Modification du code des obligations (droit des raisons de commerce) (29 avril 2014)

Réglementation des marchés financiers

Loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF) (31 mars 2014)

Réglementation des marchés financiers

Révision de l'ordonnance sur les liquidités (28 mars 2014)

Réglementation en général

Publication des mesures de protection des adultes (17 mars 2014)

Réglementation des marchés financiers

Initiative parlementaire : «Réprimer durement la vente de données bancaires» (28 février 2014)

Réglementation en général

Avant-projet en vue de la révision de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (représentation à titre professionnel des créanciers) (3 décembre 2013)

Politique territoriale

Révision de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (29 novembre 2013)

Réglementation en général, politique territoriale

Projets de loi et d'ordonnance sur les résidences secondaires (22 octobre 2013)

Réglementation en général

Initiative parlementaire 09.530 pour l'annulation des commandements de payer injustifiés (19 septembre 2013)

Droit pénal économique

Révision du droit pénal en matière de corruption (4 septembre 2013)

Réglementation des marchés financiers

Pour une mise en œuvre modérée des recommandations du GAFI (1^{er} juillet 2013)



CONCURRENCE

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Droit des sociétés et gouvernance d'entreprise

Lancement de la consultation publique sur la révision du Code suisse de gouvernement d'entreprise (5 juin 2014)

Réglementation en général

Un non catégorique au salaire minimum : le diktat de l'État sur les salaires définitivement balayé (18 mai 2014)

CONSULTATIONS

Marché de la santé

Audition : ordonnance sur les structures tarifaires dans l'assurance maladie (31 janvier 2014)

Concurrence en général

Le cavalier seul de la Suisse fait grimper les prix (1^{er} octobre 2013)

Concurrence en général, politique de consommation

Loi sur le crédit à la consommation : son orientation est bonne (30 septembre 2013)

PRISE DE POSITION/ÉTUDE

Protection de la propriété intellectuelle

Droit d'auteur : engagement fructueux d'economiesuisse pour le tarif sur les tablettes (11 juillet 2013)

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Alliance contre les obstacles au commerce

Saisir l'occasion de réduire les facteurs helvétiques faisant grimper les prix (17 mars 2014)

Alliance contre les obstacles au commerce

Les obstacles au commerce constituent des entraves de taille (6 décembre 2013)

Alliance contre les obstacles au commerce

Stop aux tracasseries helvétiques pesant sur les prix (25 septembre 2013)

ECONOMIESUISSE INTERNE

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Le Comité d'economiesuisse élit sa nouvelle directrice en la personne de Monika Rühl (21 février 2014)

Le Comité directeur d'economiesuisse propose la nomination de Monika Rühl comme nouvelle directrice (20 février 2014)

Ursula Fraefel quitte economiesuisse (18 décembre 2013)

Le directeur désigné d'economiesuisse ne pourra pas prendre ses fonctions (10 décembre 2013)

La Fédération de l'industrie horlogère suisse reste membre d'economiesuisse (25 novembre 2013)

Le Comité directeur d'economiesuisse propose de nommer Jean-Marc Hensch nouveau directeur (15 novembre 2013)

economiesuisse accueille cinq nouveaux membres (30 août 2013)

Élection de nouveaux membres au Comité d'economiesuisse (30 août 2013)

Heinz Karrer élu à la présidence d'economiesuisse (29 août 2013)

Le Comité directeur d'economiesuisse propose d'élire Heinz Karrer à la présidence (12 août 2013)

CONFÉRENCE DE PRESSE

Compétitifs grâce à l'ouverture (30 août 2013)

MANIFESTATIONS

Social Media Hub de l'économie (5 juin 2014)

Conférence des directeurs (24 avril 2014)

Conférence des directeurs (27 novembre 2013)

Journée de l'économie : La multinationalité helvétique : un modèle ? (30 août 2013)

Activités

De juillet 2013 à juin 2014

SESSIONS

RENCONTRES PARLEMENTAIRES

Économie et droits de l'homme (2 juin 2014)

Réforme de l'imposition des entreprises III :
« Un projet prioritaire ? » Bilan intermédiaire
(3 mars 2014)

Entretien avec Heinz Karrer
(25 novembre 2013)

Accord de libre-échange Suisse-Chine
(9 septembre 2013)

COMPTES RENDUS DE SESSION

Présentation et comptes rendus de la session
d'été 2014

Présentation et comptes rendus de la session
spéciale du Conseil national 2014

Présentation et comptes rendus de la session
de printemps 2014

Présentation et comptes rendus de la session
d'hiver 2013

Présentation et comptes rendus de la session
d'automne 2013
